ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT		ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 1014029004423101 33 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle	
	AU MAROC			A L'ETRANGER
	6 mois	1 an		
Edition générale	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition des débats de la Chambre des Représentants	—	200 DH		
Edition des débats de la Chambre des Conseillers	—	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives ...	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière ..	250 DH	300 DH		
Edition de traduction officielle	150 DH	200 DH		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes de ces accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

SOMMAIRE		Pages	
TEXTES GENERAUX			
Approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la Convention internationale contre le dopage dans le sport.			
<i>Dahir n° 1-09-44 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation de la loi n° 03-08 portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture « UNESCO », faite à Paris le 19 octobre 2005 et du Code mondial antidopage.....</i>	524		
Agence pour le développement agricole.			
<i>Décret n° 2-08-563 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009) pris pour l'application de la loi n° 42-08 portant création de l'Agence pour le développement agricole.....</i>	524		
Agence marocaine de développement des investissements.			
<i>Décret n° 2-08-564 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009) pris pour l'application de la loi n° 41-08 portant création de l'Agence marocaine de développement des investissements.....</i>	525		
		Participation de l'Etat au financement des campagnes électorales.	
		<i>Arrêté du Premier ministre n° 3-08-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) fixant le montant global de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques, les unions de partis politiques et les syndicats à l'occasion des élections législatives devant se dérouler le 2 octobre 2009 en vue du renouvellement du tiers des membres de la chambre des conseillers.....</i>	525
		<i>Arrêté du Premier ministre n° 3-09-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) fixant le montant global de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques et les unions de partis politiques à l'occasion des élections communales qui auront lieu le 12 juin 2009.....</i>	526
		<i>Arrêté du Premier ministre n° 3-10-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) relatif à l'avance sur le montant de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques et les unions de partis politiques participant aux élections communales générales.....</i>	526
		<i>Arrêté du Premier ministre n° 3-11-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) relatif à l'avance sur le montant de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques, les unions de partis politiques et les syndicats participant à l'élection des membres de la chambre des conseillers.....</i>	527

	Pages		Pages
Commission chargée de proposer les programmes visant le renforcement des capacités de représentativité des femmes. – Composition et fonctionnement.		<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2248-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1650-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de creusement de puits et de réalisation de forages à l'extérieur des zones d'action des agences de bassins hydrauliques.....</i>	531
<i>Décision du Premier ministre n° 3-07-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) relatif à la composition et au fonctionnement de la commission chargée de proposer les programmes visant le renforcement des capacités de représentativité des femmes et les actions y afférentes et qui sont totalement ou partiellement financés dans le cadre du Fonds d'appui pour la promotion de la représentativité des femmes.....</i>	527	<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2249-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1551-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation des forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Loukkos.....</i>	531
Elections générales communales et législatives. – Conditions, modalités et mode de versement du soutien destiné au renforcement des capacités de représentativité des femmes.		<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2250-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1552-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de Souss Massa.....</i>	533
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances n° 403-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) relatif aux conditions, aux modalités et au mode de versement du soutien destiné au renforcement des capacités de représentativité des femmes à l'occasion des élections générales communales et législatives et accordé dans le cadre du « Fonds d'appui pour la promotion de la représentativité des femmes ».....</i>	528	<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2251-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1553-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de la Moulouya.....</i>	534
Agences de bassins hydrauliques. – Seuil de prélèvement d'eau de la nappe souterraine, de creusement de puits et de réalisation de forages.		<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2252-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1554-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de Bou Regreg et de la Chaouia.....</i>	534
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2245-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1647-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er-Rbia.....</i>	529	<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2246-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1648-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine à l'extérieur des zones d'action des agences de bassins hydrauliques.....</i>	530
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2247-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1649-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de creusement de puits et de réalisation de forages à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er-Rbia.....</i>	530	<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2253-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1555-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Sebou.....</i>	535

	Pages		Pages
<i>Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2254-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1556-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Tensift.....</i>	537	<i>d'assainissement liquide et adoptant la convention de la gestion déléguée du service public d'assainissement liquide et du cahier des charges correspondant.....</i>	549
Entreprises d'assurances et de réassurance.		Attribution de certificats de conformité aux normes marocaines.	
<i>Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2173-08 du 9 hija 1429 (8 décembre 2008) modifiant et complétant l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) relatif aux entreprises d'assurances et de réassurance.....</i>	537	<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 178-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la section circulation Safi de l'ONCF.....</i>	549
Homologation de normes marocaines.		<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 179-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au district 312 de l'ONCF Meknès.....</i>	549
<i>Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 243-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) portant homologation et rendant d'application obligatoire une norme marocaine.....</i>	543	<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 180-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au district 315 V Fès de l'ONCF.....</i>	550
<i>Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 246-09 du 26 moharrem 1430 (23 janvier 2009) portant homologation de normes marocaines.....</i>	543	<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 181-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à l'arrondissement circulation Casablanca de l'ONCF.....</i>	550
TEXTES PARTICULIERS			
Permis de recherche des hydrocarbures.			
<i>Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2068-08 du 20 kaada 1429 (19 novembre 2008) modifiant l'arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 1919-06 du 15 jourmada II 1427 (11 juillet 2006) accordant le permis de recherche des hydrocarbures dit « Ras Juby » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « Genting Oil Morocco Limited ».....</i>	548	<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 182-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Chaabi LLD ».....</i>	550
Approbation d'un avenant à un accord pétrolier .		<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 183-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la section circulation Fès de l'ONCF.....</i>	551
<i>Arrêté conjoint du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances n° 166-09 du 18 moharrem 1430 (15 janvier 2009) approuvant l'avenant n° 3 à l'accord pétrolier « Tanger – Larache Offshore », conclu le 4 kaada 1429 (3 novembre 2008) entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et les sociétés « Repsol Exploracion, s.a », « Dana Petroleum (E&P) Limited » et « Gas Natural Exploracion, S.L ».....</i>	548	<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 184-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Tanger Med Port Authority ».....</i>	551
ONEP. – Gestion du service d'assainissement liquide dans la commune de Sidi Ifni.		<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 185-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Typo Edit ».....</i>	551
<i>Arrêté du ministre de l'intérieur n° 303-09 du 8 safar 1430 (4 février 2009) approuvant les délibérations du conseil de la commune de Sidi Ifni confiant à l'Office national de l'eau potable (ONEP) la gestion du service</i>		<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 186-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Tractafic Equipement Maroc ».....</i>	552
		<i>Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 187-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Sonakal ».....</i>	552
AVIS ET COMMUNICATIONS			
		<i>Avis aux importateurs et aux exportateurs.....</i>	553

TEXTES GENERAUX

Dahir n° 1-09-44 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation de la loi n° 03-08 portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture « UNESCO », faite à Paris le 19 octobre 2005 et du Code mondial antidopage.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment son article 26 et le 2^e alinéa de son article 31,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 03-08, telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants, portant approbation, quant au principe, de la ratification du Royaume du Maroc de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture « UNESCO », faite à Paris le 19 octobre 2005 et du Code mondial antidopage.

Fait à Fès, le 22 safar 1430 (18 février 2009).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

ABBAS EL FASSI.

*

* *

Loi n° 03-08

**portant approbation, quant au principe,
de la ratification du Royaume du Maroc
de la Convention internationale contre le dopage dans le sport,
adoptée par la Conférence générale
de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, les sciences et la culture « UNESCO »,
faite à Paris le 19 octobre 2005
et du Code mondial antidopage**

Article unique

Est approuvée, quant au principe, la ratification du Royaume du Maroc de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture « UNESCO », faite à Paris le 19 octobre 2005 et du Code mondial antidopage.

Décret n° 2-08-563 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009) pris pour l'application de la loi n° 42-08 portant création de l'Agence pour le développement agricole.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 42-08 portant création de l'Agence pour le développement agricole promulguée par le dahir n° 1-09-16 du 22 safar 1430 (18 février 2009) ;

Vu le dahir portant loi n° 1-77-185 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) relatif à la présidence des conseils d'administration des établissements publics nationaux et régionaux ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 20 chaoual 1429 (20 octobre 2008),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le siège de l'Agence pour le développement agricole est fixé à Rabat.

ART. 2. – La tutelle de l'Agence pour le développement agricole est exercée par le ministre chargé de l'agriculture.

ART. 3. – Le conseil d'administration de l'Agence pour le développement agricole est présidé par le Premier ministre ou par l'autorité gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il est composé des membres suivants :

- le ministre de l'intérieur ou son représentant ;
- le ministre chargé des finances ou son représentant ;
- le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant ;
- le ministre chargé du commerce extérieur ou son représentant ;
- le ministre chargé de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies ou son représentant ;
- deux représentants du ministère chargé de l'agriculture.

Le président du conseil d'administration peut convoquer, à titre consultatif, toute personne susceptible d'éclairer les débats.

ART. 4. – Le ministre l'agriculture et de la pêche maritime et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, 1 e 7 rabii I 1430 (5 mars 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'agriculture
et de la pêche maritime,*

AZIZ AKHANNOUCH.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décret n° 2-08-564 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009) pris pour l'application de la loi n° 41-08 portant création de l'Agence marocaine de développement des investissements.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 41-08 portant création de l'Agence marocaine de développement des investissements, promulguée par le dahir n° 1-09-22 du 22 safar 1430 (18 février 2009) ;

Vu le dahir portant loi n° 1-77-185 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) relatif à la présidence des conseils d'administration des établissements publics nationaux et régionaux ;

Vu le décret n° 2-93-603 du 13 joumada I 1414 (29 octobre 1993) fixant les attributions et l'organisation du ministère du commerce extérieur et des investissements extérieurs ;

Vu la décision du conseil constitutionnel n° 103-96 du 22 ramadan 1416 (12 février 1996) ;

Après examen par le conseil des ministres réuni le 20 chaoual 1429 (20 octobre 2008),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le siège de l'Agence marocaine de développement des investissements est fixé à Rabat.

ART. 2. – La tutelle de l'Agence marocaine de développement des investissements est assurée par le ministre chargé de l'industrie et du commerce.

ART. 3. – Le conseil d'administration de l'agence, présidé par le Premier ministre ou par l'autorité gouvernementale désignée par lui à cet effet, comprend, outre les membres prévus à l'article 9 de la loi susvisée n° 41-08, les représentants de l'Etat suivants :

- le ministre chargé de l'intérieur ;
- le ministre chargé des affaires étrangères et de la coopération ;
- le ministre chargé des finances ;
- le ministre chargé de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace ;
- le ministre chargé du tourisme et de l'artisanat ;
- le ministre chargé de l'énergie et des mines ;
- le ministre chargé de l'agriculture ;
- le ministre chargé de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- le ministre chargé du commerce extérieur ;
- le ministre chargé des affaires économiques et générales.

Les autorités gouvernementales membres du conseil d'administration sont, en cas d'empêchement, représentées par les secrétaires généraux de leur département.

ART. 4. – Sont abrogées les dispositions relatives à la direction des investissements extérieurs contenues dans le décret susvisé n° 2-93-603 du 13 joumada I 1414 (29 octobre 1993).

Est abrogé le décret royal n° 420-67 du 27 ramadan 1387 (29 décembre 1967) portant création d'un centre d'accueil et d'orientation des investisseurs.

ART. 5. – Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies et le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la modernisation des secteurs publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 7 rabii I 1430 (5 mars 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contresign :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

*Le ministre
de l'industrie, du commerce
et des nouvelles technologies,*

AHMED REDA CHAMI.

*Le ministre délégué
auprès du Premier ministre,
chargé de la modernisation
des secteurs publics,*

MOHAMMED ABBOU.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Arrêté du Premier ministre n° 3-08-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) fixant le montant global de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques, les unions de partis politiques et les syndicats à l'occasion des élections législatives devant se dérouler le 2 octobre 2009 en vue du renouvellement du tiers des membres de la Chambre des conseillers.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 9-97 formant code électoral, promulguée par le dahir n° 1-97-83 du 23 kaada 1417 (2 avril 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment son article 286 ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice et du ministre de l'économie et des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le montant global de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques, les unions de partis politiques et les syndicats à l'occasion des élections législatives devant se dérouler le 2 octobre 2009 en vue du renouvellement du tiers des membres de la Chambre des conseillers est fixé à 50 millions de dirhams, dont 30 millions de dirhams pour les partis politiques et les unions de partis politiques et 20 millions de dirhams pour les syndicats.

ART. 2. – Le ministre de l'intérieur, le ministre de la justice et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1430 (4 mars 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

CHAKIB BENMOUSSA.

Le ministre de la justice,

ABDELWAHAD RADI.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5714 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009).

Arrêté du Premier ministre n° 3-09-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) fixant le montant global de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques et les unions de partis politiques à l'occasion des élections communales qui auront lieu le 12 juin 2009.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 9-97 formant code électoral, promulguée par le dahir n° 1-97-83 du 23 kaada 1417 (2 avril 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment son article 286 ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice et du ministre de l'économie et des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le montant global de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques et les unions de partis politiques à l'occasion des élections communales, qui auront lieu le 12 juin 2009, est fixé à 150 millions de dirhams.

ART. 2. – Le ministre de l'intérieur, le ministre de la justice et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1430 (4 mars 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

CHAKIB BENMOUSSA.

Le ministre de la justice,

ABDELWAHAD RADI.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5714 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009).

Arrêté du Premier ministre n° 3-10-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) relatif à l'avance sur le montant de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques et les unions de partis politiques participant aux élections communales générales.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 9-97 formant code électoral, promulguée par le dahir n° 1-97-83 du 23 kaada 1417 (2 avril 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment son article 286 ;

Vu le décret n° 2-06-360 du 29 joumada II 1427 (25 juillet 2006) relatif à la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques et les unions de partis politiques à l'occasion des élections générales communales et législatives ainsi qu'au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques, les unions de partis politiques et les syndicats participant à l'élection des membres de la Chambre des conseillers, tel qu'il a été modifié et complété, notamment son article 3 ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice et du ministre de l'économie et des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'avance sur la participation de l'Etat, tel que son montant global est fixé par l'arrêté du Premier ministre visé à l'article 286 de la loi précitée n° 9-97 formant code électoral, est accordée aux partis politiques et aux unions de partis politiques concernés à leur demande.

ART. 2. – L'avance, accordée à chaque parti ou union de partis concerné, est plafonnée à un montant correspondant à la somme :

- d'un montant forfaitaire fixé à 500.000 dirhams pour chaque parti ou union de partis concerné ;
- et du montant revenant au parti ou union de partis, obtenu après répartition entre les partis et les unions de partis, proportionnellement au montant perçu par chacun d'eux à l'occasion des dernières élections communales générales, du reliquat du montant correspondant à 30 % du montant de la participation de l'Etat, tel que le montant global de ladite participation est fixé par l'arrêté du Premier ministre visé à l'article 286 de la loi précitée n° 9-97 formant code électoral.

ART. 3. –Le ministre de l'intérieur, le ministre de la justice et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1430 (4 mars 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

CHAKIB BENMOUSSA.

Le ministre de la justice,

ABDELWAHAD RADI.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5714 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009).

Arrêté du Premier ministre n° 3-11-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) relatif à l'avance sur le montant de la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques, les unions de partis politiques et les syndicats participant à l'élection des membres de la Chambre des conseillers.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 9-97 formant code électoral, promulguée par le dahir n° 1-97-83 du 23 kaada 1417 (2 avril 1997), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment son article 286 ;

Vu le décret n° 2-06-360 du 29 joumada II 1427 (25 juillet 2006) relatif à la participation de l'Etat au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques et les unions de partis politiques à l'occasion des élections générales communales et législatives ainsi qu'au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques, les unions de partis politiques et les syndicats participant à l'élection des membres de la Chambre des conseillers, tel qu'il a été modifié et complété, notamment son article 3 ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice et du ministre de l'économie et des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'avance sur la participation de l'Etat, tel que son montant global est fixé par l'arrêté du Premier ministre visé à l'article 286 de la loi précitée n° 9-97 formant code électoral, est accordée aux partis politiques, aux unions de partis politiques et aux syndicats concernés à leur demande.

ART. 2. – L'avance, accordée à chaque parti, union de partis ou syndicat concerné, est plafonnée à un montant correspondant à la somme :

- d'un montant forfaitaire fixé à 100.000 dirhams pour les partis et les unions de partis et à 50.000 dirhams pour les syndicats ;

- et du montant revenant au parti, union de partis ou au syndicat, obtenu après répartition entre les partis, les unions de partis et les syndicats, proportionnellement au montant perçu par chacun d'eux à l'occasion des dernières élections de la Chambre des conseillers, du reliquat du montant correspondant à 30 % du montant de la participation de l'Etat, tel que le montant global de ladite participation est fixé par l'arrêté du Premier ministre visé à l'article 286 de la loi précitée n° 9-97 formant code électoral.

ART. 3. –Le ministre de l'intérieur, le ministre de la justice et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1430 (4 mars 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

CHAKIB BENMOUSSA.

Le ministre de la justice,

ABDELWAHAD RADI.

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5714 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009).

Décision du Premier ministre n° 3-07-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) relatif à la composition et au fonctionnement de la commission chargée de proposer les programmes visant le renforcement des capacités de représentativité des femmes et les actions y afférentes et qui sont totalement ou partiellement financés dans le cadre du Fonds d'appui pour la promotion de la représentativité des femmes.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le décret n° 2-08-746 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008) pris pour l'application de l'article 288 *bis* du code électoral relatif au soutien destiné au renforcement des capacités de représentativité des femmes à l'occasion des élections générales communales et législatives et accordé dans le cadre du « Fonds d'appui pour la promotion de la représentativité des femmes »,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – La commission chargée de proposer les programmes visant le renforcement des capacités de représentativité des femmes et les actions y afférentes et qui sont totalement ou partiellement financés dans le cadre du Fonds d'appui, prévue à l'article 2 du décret précité n° 2-08-746, se compose de ce qui suit :

1 – Un membre nommé par chacun des partis politiques ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés à l'occasion des dernières élections générales législatives relatives à la chambre des représentants au titre des circonscriptions électorales locales.

2 – Un membre nommé par chacune des autorités gouvernementales chargées :

- de l'intérieur ;
- de l'économie et des finances ;
- de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique ;
- du développement social, de la famille et de la solidarité ;
- des affaires économiques et générales ;
- du secrétariat général du gouvernement.

3 – Cinq membres de la société civile proposés par le ministre de l'intérieur compte tenu de leur action et de leur expertise dans le domaine du renforcement des capacités de représentativité des femmes, de la gouvernance locale ou du développement humain.

La commission peut, sur proposition de son président, s'adjoindre, à titre consultatif, toute personne disposant d'une expertise spécifique et pouvant apporter une contribution efficace à ses travaux.

La commission est présidée par le représentant du ministère de l'intérieur.

Le président est assisté par un secrétariat mis à la disposition de la commission. Ledit secrétariat est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour la préparation et l'organisation des travaux de la commission. Le fonctionnaire chargé du secrétariat de la commission est responsable de la tenue et de la conservation des dossiers et des archives de la commission. Il prend part en tant que rapporteur à ses travaux.

ART. 2. – La commission est chargée de ce qui suit :

- proposer les programmes généraux visant le renforcement des capacités de représentativité des femmes et les actions y afférentes et qui sont totalement ou partiellement financés dans le cadre du Fonds d'appui ;
- proposer les programmes et actions bénéficiant à titre prioritaire du financement au titre de l'année budgétaire ;
- annoncer les appels à projets ;
- recevoir les offres relatives aux appels à projets ;
- examiner les offres présentées et sélectionner les projets éligibles au financement public dans le cadre du Fonds d'appui ;
- proposer les projets acceptés et éligibles au financement dans le cadre du Fonds d'appui ainsi que le plafond du financement propre à chaque projet ;
- proposer les mesures visant l'amélioration des procédures et des modalités d'utilisation du financement public dans le cadre du Fonds d'appui ;
- émettre les avis et les propositions concernant les mesures qu'elle juge adéquates pour accélérer la cadence de financement des projets ;

– évaluer les programmes et les actions réalisés dans le cadre du renforcement des capacités de représentativité des femmes ;

– élaborer un rapport annuel sur les programmes et les actions réalisés à soumettre au Premier ministre.

ART. 3. – La commission établit son règlement intérieur qui entre en vigueur dès son approbation par le ministre de l'intérieur.

ART. 4. – La commission se réunit sur convocation de son président.

Le président établit l'ordre du jour des réunions de la commission conformément aux missions imparties à ladite commission.

La validité des réunions et des délibérations de la commission est conditionnée par la présence des deux tiers au moins de ses membres.

A défaut de quorum, une deuxième convocation est envoyée aux membres dans un délai qui ne peut être inférieur à cinq jours.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Tout membre qui s'absente sans excuse valable est remplacé par la formation ou l'administration à laquelle il appartient, selon le cas, par un autre membre, à la demande du président de la commission.

ART. 5. – Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel*

Rabat, le 6 rabii I 1430 (4 mars 2009).

ABBAS EL FASSI.

Pour contreseing :

Le ministre de l'intérieur,

CHAKIB BENMOUSSA.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5714 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009).

Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances n° 403-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) relatif aux conditions, aux modalités et au mode de versement du soutien destiné au renforcement des capacités de représentativité des femmes à l'occasion des élections générales communales et législatives et accordé dans le cadre du « Fonds d'appui pour la promotion de la représentativité des femmes ».

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le décret n° 2-08-746 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008) pris pour l'application de l'article 288 *bis* du code électoral relatif au soutien destiné au renforcement des capacités de représentativité des femmes à l'occasion des élections générales communales et législatives et accordé dans le cadre du « Fonds d'appui pour la promotion de la représentativité des femmes » ;

Vu la décision du Premier ministre n° 3-07-09 du 6 rabii I 1430 (4 mars 2009) relatif à la composition et au fonctionnement de la commission chargée de proposer les programmes visant le renforcement des capacités de représentativité des femmes et les actions y afférentes et qui sont totalement ou partiellement financés dans le cadre du Fonds d'appui pour la promotion de la représentativité des femmes,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Le plafond du coût total des projets relatifs aux programmes visant le renforcement des capacités de représentativité des femmes et les actions y afférentes et qui sont éligibles au financement dans le cadre du Fonds d'appui pour la promotion de la représentativité des femmes, prévu à l'article 3 du décret précité n° 2-08-746, est fixé à 200.000 dirhams pour chaque projet.

La contribution de l'Etat, par le biais du Fonds d'appui, au financement de chacun des projets agréés par la commission visée à la décision du Premier ministre précitée n° 3-07-09, est fixée à 70 % au maximum du coût total du projet.

La contribution de l'Etat au financement du projet concerné peut être exceptionnellement augmentée, sur proposition de la commission précitée et recommandation de son président, lorsqu'il s'agit d'un projet jugé prioritaire par ladite commission.

ART. 2. – Pour bénéficier du financement public dans le cadre du Fonds d'appui, les projets proposés doivent répondre aux conditions ci-après :

- le but du projet doit être conforme aux objectifs et programmes du Fonds d'appui ;
- le coût du projet doit répondre aux conditions et aux règles de la bonne gestion financière ;
- le porteur du projet doit disposer d'un système comptable permettant de contrôler les modes d'utilisation des crédits accordés par l'Etat ;
- les projets proposés ne doivent pas faire l'objet d'un financement partiel ou total au titre de programmes autres que ceux agréés dans le cadre du Fonds d'appui ;
- les crédits accordés par l'Etat ne doivent pas être destinés à la réalisation de dépenses d'investissement ou à l'acquisition d'équipements, matériel, mobilier ou fournitures de bureau ;
- le porteur du projet ne doit pas avoir bénéficié d'un financement au titre d'un projet similaire réalisé par lui depuis moins de six mois.

Les projets réalisés sont soumis à des audits sur décision du ministre de l'intérieur.

ART. 3. – Le montant de la contribution de l'Etat au financement de chaque projet agréé par la commission est versé de la manière suivante :

– une première tranche égale à 50 % du montant de la contribution de l'Etat est versée à titre d'avance dès signature par le ministre de l'intérieur, ou l'autorité déléguée par lui à cet effet, de la convention de partenariat avec le porteur du projet ;

– une deuxième tranche égale à 50 % du montant de la contribution de l'Etat est versée après la réalisation du projet et la production, par le porteur du projet, au secrétariat de la commission, visé à la décision du Premier ministre précitée n° 3-07-09, d'un état détaillé des dépenses accompagné des pièces nécessaires justifiant la réalisation du projet ainsi que de l'attestation du service fait.

ART. 4. – Le présent arrêté conjoint sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 6 rabii I 1430 (4 mars 2009).

<i>Le ministre de l'intérieur,</i> CHAKIB BENMOUSSA.	<i>Le ministre de l'économie et des finances,</i> SALAHEDDINE MEZOUAR.
---	---

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5714 du 7 rabii I 1430 (5 mars 2009).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2245-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1647-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er-Rbia.

LE SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE,
DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT, CHARGE
DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1647-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er-Rbia ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement ;

Sur proposition du directeur de l'Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er-Rbia,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté du ministre de l'équipement n°1647-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) susvisé est modifié comme suit :

« Article premier. – En application de l'article 11

«
« comme suit :

« – pour l'usage domestique individuel à 2 mètres cubes par
« jour ;

« – pour l'approvisionnement en eau des agglomérations à
« 40 mètres cubes par jour ;

« – pour l'usage d'irrigation à 10 mètres cubes par jour ;

« – pour les autres usages à 4 mètres cubes par jour. »

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008).

ABDELKEBIR ZAHOU.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du
« Bulletin officiel » n° 5715 du 11 rabii I 1430 (9 mars 2009).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2246-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1648-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine à l'extérieur des zones d'action des agences de bassins hydrauliques.

LE SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE,
DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT, CHARGE
DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n°1648-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de prélèvement d'eau dans la nappe souterraine à l'extérieur des zones d'action des agences de bassins hydrauliques ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article premier de l'arrêté du ministre de l'équipement n°1648-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) susvisé est modifié comme suit :

« Article premier. – En application de l'article 11

«
« comme suit :

« – pour l'usage domestique individuel à 2 mètres cubes par
« jour ;

« – pour l'approvisionnement en eau des agglomérations à
« 40 mètres cubes par jour ;

« – pour l'usage d'irrigation à 10 mètres cubes par jour ;

« – pour les autres usages à 4 mètres cubes par jour. »

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008).

ABDELKEBIR ZAHOU.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du
« Bulletin officiel » n° 5715 du 11 rabii I 1430 (9 mars 2009).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2247-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1649-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de creusement de puits et de réalisation de forages à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er-Rbia.

LE SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE,
DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT, CHARGE
DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n°1649-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de creusement de puits et de réalisation de forages à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er-Rbia ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement ;

Sur proposition du directeur de l'Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er-Rbia,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article premier de l'arrêté du ministre de l'équipement n°1649-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

« Article premier. – En application de l'article 18 du décret
« n° 2-97-487 susvisé, le seuil de profondeur de creusement
« de puits et de réalisation de forages, prévu à l'article 26 de
« la loi n° 10-95 sur l'eau, est fixé, à l'intérieur de la zone d'action
« de l'Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er-Rbia, pour :

« – la nappe de Tadla à 50 mètres ;

« – la nappe de Bahira à 50 mètres ;

« – les nappes de Tassaout et Sahel de Doukkala à 30 mètres ;

« – les autres nappes à 40 mètres. »

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008).

ABDELKEBIR ZAHOU.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du
« Bulletin officiel » n° 5715 du 11 rabii I 1430 (9 mars 2009).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2248-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1650-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de creusement de puits et de réalisation de forages à l'extérieur des zones d'action des agences de bassins hydrauliques.

LE SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE,
DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT, CHARGE
DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n°1650-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) relatif à la fixation du seuil de creusement de puits et de réalisation de forages à l'extérieur des zones d'action des agences de bassins hydrauliques ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article premier de l'arrêté du ministre de l'équipement n°1650-00 du 20 chaabane 1421 (17 novembre 2000) susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article premier.* – En application de l'article 18 du décret « n° 2-97-487 susvisé, le seuil de profondeur de creusement de puits et de réalisation de forages, prévu à l'article 26 de « la loi n° 10-95 sur l'eau, est fixé, à l'extérieur des zones d'action des agences de bassins hydrauliques, pour :

- « – la nappe de Foum El Oued à 10 mètres ;
- « – le bassin crétaisé d'Errachidia à 12 mètres ;
- « – le bassin du Tafilalet à 15 mètres ;
- « – la nappe du Tinjdat à 14 mètres ;
- « – la nappe de Maider à 15 mètres ;
- « – la nappe de Boudnib à 10 mètres ;
- « – la nappe de Goulmima à 22 mètres ;
- « – la nappe de Rich à 7 mètres ;
- « – la nappe de Gourrama à 15 mètres ;
- « – la nappe de Erfoud-Rissani à 18 mètres ;
- « – la nappe de Fezna-Jorf à 18 mètres ;
- « – les autres nappes à 30 mètres. »

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008).

ABDELKEBIR ZAHOU.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5715 du 11 rabii I 1430 (9 mars 2009).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2249-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1551-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation des forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Loukkos.

LE SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,
CHARGE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1551-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Loukkos ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement ;

Sur proposition du directeur de l'Agence du bassin hydraulique du Loukkos,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article premier de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1551-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article premier.* – En application des articles 11 et 18 du décret n° 2-97-487 susvisé, les seuils de « profondeur de creusement de puits et de réalisation de forages et les seuils de prélèvement d'eau dans les « nappes souterraines, sont fixés, à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du « Loukkos dans le tableau ci-après :

NAPPES	SEUILS DE CREUSEMENT DE PUIITS ET DE REALISATION des forages	SEUIL DE PRELEVEMENT D'EAU (M ³ /JOUR)
Rmel	10 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Oulad Ogbane	10 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Charf El Akkab	5 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Chaîne calcaire rifaine	20 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Côtières méditerranéennes entre Tanger et Amsa et entre Oued Laou et Jebha Rhiss-Nechor	5 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
A l'extérieur des nappes ci-dessus mentionnées	30 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008).

ABDELKEBIR ZAHOUH.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5715 du 11 rabii I 1430 (9 mars 2009).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2250-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1552-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de Souss Massa.

LE SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,
CHARGE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1552-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de Souss Massa ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement ;

Sur proposition du directeur de l'Agence du bassin hydraulique de Souss Massa,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article premier de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1552-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article premier.* – En application des articles 11 et 18 du décret n° 2-97-487 susvisé, les seuils de « profondeur de creusement de puits et de réalisation de forages et les seuils de prélèvement d'eau dans les « nappes souterraines, sont fixés, à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Souss « Massa comme suit :

SECTEURS	SEUILS DE CREUSEMENT DE PUIITS ET DE REALISATION des forages	SEUILS DE PRELEVEMENT D'EAU (M ³ /JOUR)
Souss et Chtouka	20 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Tiznit	30 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
A l'extérieur des secteurs mentionnées ci-dessus	40 m	Usages domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008).

ABDELKEBIR ZAHOU.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5715 du 11 rabii I 1430 (9 mars 2009).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2251-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1553-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de la Moulouya.

LE SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT, CHARGE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n°1553-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de la Moulouya ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement ;

Sur proposition du directeur de l'Agence du bassin hydraulique de la Moulouya,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions des articles premier et 2 de l'arrêté du ministre de l'équipement n°1553-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article premier.* – En application de l'article 18 du décret n° 2-97-487 susvisé, le seuil de profondeur de creusement de puits et de réalisation de forages est fixé, à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de la Moulouya, pour :

- « – la haute Moulouya à 30 mètres ;
- « – la moyenne Moulouya à 25 mètres ;

- « – la chaîne des Horsts à 40 mètres ;
- « – les Béni Snassen à 30 mètres ;
- « – la nappe de Nekkour à 10 mètres ;
- « – la nappe de Kert à 10 mètres ;
- « – la nappe de Gareb à 10 mètres ;
- « – la nappe de Bouareg à 5 mètres ;
- « – la nappe de Triffa à 20 mètres ;
- « – la nappe de Jebel Hamra à 40 mètres ;
- « – la nappe d'Angad à 40 mètres ;
- « – la nappe de Aïn Béni Methar à 20 mètres ;
- « – la nappe de Bouhoria Niama à 30 mètres ;
- « – la nappe de Guercif à 20 mètres ;
- « – la nappe de Figuig à 10 mètres ;
- « – les autres nappes à 40 mètres. »

« *Article 2.* – Le seuil de prélèvement d'eau dans les nappes souterraines, prévu dans l'article 11 du décret n° 2-97-487 précité est fixé, pour la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de la Moulouya, à :

- « – 2 mètres cubes par jour pour l'usage domestique individuel ;
- « – 40 mètres cubes par jour pour l'approvisionnement en eau des agglomérations ;
- « – 10 mètres cubes par jour pour l'usage d'irrigation ;
- « – 4 mètres cubes par jour pour les autres usages. »

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008).

ABDELKEBIR ZAHOU.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5715 du 11 rabii I 1430 (9 mars 2009).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2252-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1554-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de Bou Regreg et de la Chaouia.

LE SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT, CHARGE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1554-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de Bou Regreg et de la Chaouia ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement ;

Sur proposition du directeur de l'Agence du bassin hydraulique de Bou Regreg et de la Chaouia,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article premier de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1554-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article premier.* – En application des articles 11 et 18
 «
 «
 «dans
 « le tableau ci-après :

NOM DE LA NAPPE	SEUILS DE CREUSEMENT DE PUIITS ET DE REALISATION de forages	SEUILS DE PRELEVEMENT D'EAU (M ³ /JOUR)
Nappe de Berrechid	20 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe de la Chaouia côtière	15 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe de Témara	15 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe des Shoul	20 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe de Tanoubart	10 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
A l'extérieur des nappes ci-dessus mentionnées	40 m	Tous usages : 20

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008).

ABDELKEBIR ZAHOU.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5715 du 11 rabii I 1430 (9 mars 2009).

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2253-08 du 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1555-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Sebou.

LE SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,
CHARGE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1555-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de Sebou ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement ;

Sur proposition du directeur de l'Agence du bassin hydraulique du Sebou,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article premier de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1555-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

« Article premier. – En application des articles 11 et 18 du décret n° 2-97-487 susvisé, les seuils de « profondeur de creusement de puits et de réalisation de forages et les seuils, de prélèvement d'eau dans les « nappes souterraines, sont fixés, à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Sebou « dans le tableau ci-après :

NOM DE LA NAPPE	SEUILS DE CREUSEMENT DE PUIITS ET DE REALISATION des forages	SEUILS DE PRELEVEMENT D'EAU (M ³ /JOUR)
Nappes de Fès-Meknès	15 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe de Maâmoura	10 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe de Gharb	20 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe du couloir Fès-Taza	10 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe des causses moyens Atlassiques	20 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe moyen Atlas Plissé	40 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe de Bous Agba	15 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe Prérifaine	30 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Nappe du Drader Souiere	10 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4
Zones extérieures aux nappes	20 m	Usage domestique individuel : 2 Approvisionnement en eau des agglomérations : 40 Usage d'irrigation : 10 Autres usages : 4

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hija 1429 (1^{er} décembre 2008).
ABDELKEBIR ZAHOU.

Arrêté du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement n° 2254-08 du 2 hijja 1429 (1^{er} décembre 2008) portant modification de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1556-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Tensift.

LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT, CHARGE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement n°1556-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) relatif à la fixation des seuils de creusement de puits, de réalisation de forages et de prélèvement d'eau souterraine à l'intérieur de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Tensift ;

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2558-07 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau et de l'environnement ;

Sur proposition du directeur de l'Agence du bassin hydraulique du Tensift,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions des articles premier et 2 de l'arrêté du ministre de l'équipement n° 1556-02 du 10 chaabane 1423 (17 octobre 2002) susvisé sont abrogées et remplacées comme suit :

« *Article premier.* – En application de l'article 18 du décret « n° 2-97-487 susvisé, le seuil de profondeur de creusement « de puits et de réalisation de forages est fixé, à l'intérieur de la « zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique du Tensift à :

- « – 20 mètres pour la nappe d'El Haouz-Mejjat ;
- « – 30 mètres pour la nappe de la Bahira ;
- « – 15 mètres pour la nappe Côtière ;
- « – 25 mètres pour la nappe de Meskala-Kourimat ;
- « – 20 mètres pour la nappe de Bousbaâ ;
- « – 40 mètres pour les autres nappes ;
- « – 5 mètres pour les autres nappes dans un rayon de 500 m « des sources naturelles. »

« *Article 2.* – Le seuil de prélèvement d'eau dans la nappe « souterraine, prévu dans l'articles 11 du décret n° 2-97-487 « précité est fixé, pour la zone d'action de l'Agence « du bassin hydraulique du Tensift, à :

- « – 2 mètres cubes par jour pour l'usage domestique « individuel ;
- « – 40 mètres cubes par jour pour l'approvisionnement en « eau des agglomérations ;
- « – 10 mètres cubes par jour pour l'usage d'irrigation ;
- « – 4 mètres cubes par jour pour les autres usages. »

ART. 2. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 2 hijja 1429 (1^{er} décembre 2008).

ABDELKEBIR ZAHOU.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 2173-08 du 9 hijja 1429 (8 décembre 2008) modifiant et complétant l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) relatif aux entreprises d'assurances et de réassurance.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 17-99 portant code des assurances promulguée par le dahir n° 1-02-238 du 25 regeb 1423 (3 octobre 2002), telle qu'elle a été modifiée et complétée ;

Vu le décret n° 2-04-355 du 19 ramadan 1425 (2 novembre 2004) pris pour l'application de la loi n° 17-99 portant code des assurances, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) relatif aux entreprises d'assurances et de réassurance ;

Après avis du comité consultatif des assurances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions du chapitre III de l'arrêté n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) susvisé sont complétées par une section VI ainsi conçue :

« Section VI. – **Des modalités d'établissement « du rapport sur la solvabilité**

« *Article 53-I.* – En application du 13-1 de l'article premier « du décret n° 2-04-355 du 19 ramadan 1425 (2 novembre 2004) « précité, le rapport de solvabilité que le conseil d'administration « ou le directoire d'une entreprise d'assurances et de réassurance « est tenu d'établir à la clôture de chaque exercice, doit « comporter ce qui suit :

« A. – une analyse des conditions dans lesquelles « l'entreprise garantit par la constitution de provisions « techniques, les engagements qu'elle prend à l'égard des « assurés, en justifiant que ces provisions sont suffisantes pour « couvrir l'intégralité des engagements ;

« B. – un exposé des orientations en matière de placements « en s'appuyant sur :

« 1 – le plan d'investissement de l'année et les objectifs « patrimoniaux associés ;

« 2 – les objectifs de performance des placements ;

« 3 – les contraintes fixées en matière de volatilité et de « sensibilité ;

« 4 – les limites que s'impose l'entreprise dans la « dispersion des placements et l'allocation d'actifs ;

« 5 – les éventuels indices de référence et leur justification.

« C. – un exposé de la politique de l'entreprise en matière de réassurance en décrivant :

« 1 – les orientations prises par l'entreprise en matière « de cessions en réassurance, en particulier en ce qui concerne « la nature et le niveau de protection visée et le choix des réassureurs ;

« 2 – les critères qualitatifs et quantitatifs sur lesquels « l'entreprise se fonde pour s'assurer de l'adéquation de ses « cessions en réassurance avec les risques souscrits ;

« 3 – les orientations de la politique de réassurance « concernant les risques souscrits au cours de l'exercice suivant « le dernier exercice clos ;

« 4 – l'organisation concernant la définition, la mise en œuvre et le contrôle du programme de réassurance ;

« 5 – les méthodes d'analyse et de suivi qu'utilise l'entreprise en ce qui concerne le risque de contrepartie lié à ses opérations de cessions en réassurance ainsi que les conclusions résultant de l'emploi de ces méthodes.

« D. – Une analyse des résultats obtenus pour :

« 1 – Les résultats techniques :

« a) la contribution du résultat technique au résultat comptable ;

« b) la sensibilité du niveau des provisions à différentes hypothèses.

« 2 – Les résultats des placements :

« a) la contribution du résultat financier au résultat comptable et la situation et l'évolution des plus values potentielles et celles réalisées ;

« b) les performances calculées selon des méthodes explicites ;

« c) la comparaison des performances aux objectifs fixés et aux évolutions des marchés ;

« d) l'attribution de performance : explication a posteriori de la sur ou de la sous-performance de la gestion du portefeuille au regard des objectifs et la décomposition de l'écart de performance en plusieurs facteurs explicatifs ;

« e) la comparaison des niveaux de risque du portefeuille et des réinvestissements de l'année de manière à mettre en évidence une amélioration de l'adéquation actif/passif.

« E. – une analyse du niveau réel de la marge de solvabilité constituée :

« – en énumérant ses éléments constitutifs et leur poids respectif ;

« – en détaillant le calcul du montant réglementaire de la marge ;

« – en se prononçant sur sa conformité à la réglementation en vigueur et sa suffisance pour faire face aux risques encourus par l'entreprise.

« Le rapport doit en outre, énoncer les risques encourus par l'entreprise et le degré de leur maîtrise en se basant sur le système de contrôle interne et des résultats des investigations de l'audit interne et doit analyser les conditions dans lesquelles l'entreprise est en mesure, à moyen et long terme, de faire face à l'ensemble de ses engagements en s'appuyant sur les résultats des simulations de crise pouvant remettre en cause la solvabilité de l'entreprise. Ces simulations devront intégrer les risques suivants :

« – risque de taux d'intérêt ;

« – risque de marché financier ;

« – risque de liquidité ;

« – risque de mortalité ;

« – évolution des cadences de règlements des sinistres. »

ART. 2. – Les dispositions de l'arrêté n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) précité sont complétées par les articles 27-1 et 50-1 ainsi conçus :

« Article 27-1. – La représentation des provisions techniques est assurée en considérant les opérations d'assurances et de réassurance ci-après :

« a) assurances vie et capitalisation ;

« b) assurances vie et capitalisation à capital variable ;

« c) opérations d'assurances non vie y compris la gestion spéciale des rentes accidents du travail ;

« d) réassurance.

« Article 50-1. – Les valeurs et espèces affectées à la représentation des provisions techniques relatives aux opérations d'assistance doivent faire l'objet de comptes distincts ouverts auprès des établissements dépositaires, Bank Al-Maghrib, la Caisse de dépôt et de gestion ou une banque. Les valeurs à affecter sont celles énumérées à l'article 27 ci-dessus. A cet effet, les entreprises d'assistance ne peuvent détenir auprès d'un même dépositaire qu'un compte espèces et un compte valeurs.

« Ces comptes ne peuvent être utilisés pour le règlement des charges non techniques de l'entreprise d'assistance telles que énumérées par le plan comptable des assurances.

« Ces valeurs et espèces ne peuvent être grevées d'aucun privilège ou garantie que ceux prévus par l'article 276 de la loi n° 17-99 précitée et en particulier ne peuvent être mises en pension.

« Les affectations mentionnées ci-dessus doivent être réalisées dans un délai de cinq mois après l'inventaire en ce qui concerne le montant des provisions techniques arrêté au 31 décembre et de quatre mois en ce qui concerne celui arrêté au 30 juin. Il est déduit, s'il y a lieu, du montant total à affecter dans ces comptes, la valeur d'affectation des placements visés aux 3°, 4°, 7° à 11°, 23° et 26° de l'article 27 ci-dessus.

« Les valeurs affectées ainsi que les autres placements sont évalués conformément aux dispositions des articles 38 et 39 ci-dessus.

« La valeur d'affectation des immeubles à la couverture des provisions techniques est constituée par la valeur figurant à l'actif du bilan. Cette valeur correspond au prix d'achat ou de revient ou à une autre valeur résultant d'une expertise effectuée conformément à l'article 42 ci-dessus, déduction faite de l'amortissement pratiqué.

« L'affectation des valeurs et espèces est justifiée, pour chaque compte, par les attestations délivrées par les établissements dépositaires. Ces attestations doivent préciser que les valeurs ou espèces précitées sont affectées à la garantie des provisions techniques des entreprises d'assistance intéressées et ne peuvent faire l'objet d'aucun virement à un autre compte qu'après autorisation du ministre chargé des finances.

« La justification de la représentation des provisions techniques des autres placements est effectuée comme il est stipulé à l'article 49 ci-dessus.

« Au cas où une banque n'est plus habilitée par le ministre chargé des finances à recevoir les affectations des valeurs ou espèces précitées, le transfert des valeurs ou espèces affectées est opéré, sans frais pour les entreprises d'assistance, à une autre banque habilitée, à Bank Al-Maghrib ou à la Caisse de dépôt et de gestion. »

ART. 3. – Les dispositions des articles premier, 27, 33, 49, 52, 63 et 82 de l'arrêté n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) précité sont modifiées et complétées comme suit :

« Article premier. – La liste des catégories d'opérations d'assurances prévue au 7) de l'article premier du décret susvisé n° 2-04-355 du 19 ramadan 1425 (2 novembre 2004) pris pour

« l' application de la loi n° 17-99 portant code des assurances
« pour l'octroi de l'agrément aux entreprises d'assurances et de
« réassurance est la suivante :

« 1°)
« ;

« 11°) Opérations d'assurances contre les risques de
« responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules
« terrestres à moteur y compris la responsabilité du transporteur
« et la défense et recours ;

« 12°) Opérations d'assurances des corps de navires ;

« 13°) Opérations d'assurances contre les risques de
« responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules fluviaux
« et maritimes y compris la responsabilité du transporteur et la
« défense et recours ;

«
« ;

« 16°) Opérations d'assurances contre les risques de
« responsabilité civile résultant de l'emploi d'aéronefs y compris
« la responsabilité du transporteur et la défense et recours ;

«
« ;

« 19°) Opérations d'assurances contre les risques de
« responsabilité civile non visés aux paragraphes 9°, 11°, 13°, 16°
« et 18° ci-dessus y compris la défense et recours ;

(La suite sans changement.)

« Article 27. – Les provisions techniques ainsi que les
« autres passifs visés à l'article 238 de la loi n° 17-99 précitée,
« sont représentés à l'actif des entreprises d'assurances, dans les
« conditions et limitations définies à la présente section, par les
« valeurs énumérées ci- après :

« 1° – Valeurs de l'Etat ;

«
« ;

« 20° – Obligations émises
« (25 août 1999) ;

« 20° bis – Parts ou actions des organismes de placement
« en capital-risque soumis aux conditions et règles édictées par
« la loi n° 41-05 relative aux organismes de placement en capital
« risque, promulguée par le dahir n° 1-06-13 du 15 moharrem 1427
« (14 février 2006) ;

« 21° –
« ;

(La suite sans changement.)

« Article 33. – Les valeurs et placements
« suivantes :

« 1°) pour les valeurs visées aux 1° à 6°, 18° et 21° : sans
« limitation, avec un minimum de 30% des provisions techniques ;

« 2°) pour l'ensemble des valeurs visées aux 7° à 17°, 19°,
« 20°, 20° bis, 22°, 23° et 25° à 27° : dans la limite de 70% des
« provisions techniques.

« Toutefois, les pourcentages d'admission des valeurs
« visées au 2°) ci-dessus ne peuvent dépasser :

a) pour les valeurs visées aux 7° à 9° : 30% des provisions
« techniques ;

«
« ;

« d) pour les valeurs visées aux 12°, 15°, 17° et 19° : 60%
« des provisions techniques ;

«
« ;

« f) pour les valeurs visées au 20° et 20° bis : 15% des
« provisions techniques ;

« g) pour les valeurs visées aux 14°, 22° et 25° : 10% des
« provisions techniques ;

(La suite sans changement.)

« Article 49. – Le dépôt ou l'inscription en compte, visé à
« l'article 48 ci-dessus, des valeurs ou espèces doit être réalisé
« dans un délai de cinq mois après l'inventaire en ce qui concerne
« le montant des provisions techniques arrêté au 31 décembre et
« de quatre mois en ce qui concerne celui arrêté au 30 juin. Il est
« déduit, s'il y a lieu, du montant total à déposer ou à inscrire en
« compte, la valeur d'affectation des placements visés aux 3°, 4°,
« 6° à 11°, 23° et 26° de l'article 27 ci-dessus et le montant des
« provisions techniques des contrats d'assurance sur la vie ou de
« capitalisation à capital variable.

« Les valeurs et espèces ainsi déposées ou inscrites en
« compte ne peuvent être grevées d'aucun privilège ou garantie
« que ceux prévus par l'article 276 de la loi n° 17-99 précitée et
« en particulier ne peuvent être mises en pension.

« Les valeurs à déposer ou à inscrire en compte
« aux dispositions des articles 38
« et 39 ci-dessus.

« Le dépôt ou l'inscription en compte
« à la couverture des provisions techniques.

« S'agissant des actions non cotées nominatives, l'entreprise
« d'assurances et de réassurance doit produire à l'établissement
« dépositaire une copie du registre des transferts certifiée
« conforme par le président du conseil d'administration ou le
« directeur de la société émettrice, conformément à l'article 245
« de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes et
« mentionnant qu'aucun transfert ne peut s'opérer qu'après accord
« du ministre chargé des finances.

« La justification de la représentation
« loi n° 17-99 précitée.

(La suite sans changement.)

« Article 52. – Les éléments constitutifs de la marge de
« solvabilité prévus au 13) de l'article premier du décret
« n° 2-04-355 précité sont représentés par :

« 1°
« ;

« 6° sur demande de l'entreprise,
«
« de compte.

« Pour la constitution de la marge de solvabilité, il est
« déduit, du total des éléments indiqués ci-dessus, les pertes, les
« amortissements restant à réaliser sur les comptes des postes
« « immobilisation en non valeurs » et « immobilisations
« incorporelles », les charges d'acquisition reportées, les actions
« propres détenues, les placements dans les filiales non cotées à
« la bourse des valeurs autres que les sociétés immobilières et les
« engagements hors bilan.

(La suite sans changement.)

« Article 63-1. – Les entreprises
« de la loi n° 17-99 précitée.

« Elles doivent produire, en outre, les états financiers et statistiques ci-après, établis selon les états modèles annexés à l'original du présent arrêté :

« Etat D01 : compte technique – Assurance vie ;

« Etat D02 : compte technique – Assurance non-vie ;

« Etat D02 *bis* : compte technique – Gestion spéciale des rentes accidents du travail ;

« Etat D03 : détail des primes émises ;

« ;

« Ces états sont remis au ministre chargé des finances selon le calendrier suivant :

« a) ;

« c) avant le 31 mai de chaque année :

« – D01, D02, D02 *bis*, D04, D05, D07 à D14, D16 à D20 et D24 ;

(La suite sans changement.)

« Article 82. – Les entreprises d'assurances et de réassurance doivent produire, avant le premier février de chaque année, au ministre chargé des finances, pour approbation, un exemplaire du plan de réassurance de leurs opérations d'assurances directes et d'acceptation pour l'année en cours établi selon les modèles annexés à l'original du présent arrêté.

« Ce plan de réassurance est accompagné des documents suivants :

« 1 – ;

« 5 – les fiches jusqu'au 30 avril pour les produire.

« Les conditions générales et particulières des traités de réassurance ou les avenants les modifiant sont communiqués avant le 30 septembre de chaque année. »

ART. 4. – Les dispositions des articles 32, 48, 83 (2^e alinéa), 86 et 88 de l'arrêté n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) précité sont abrogées et remplacées comme suit :

« Article 32. – Sauf dérogation spéciale du ministre chargé des finances :

« – les valeurs visées aux 5°, 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 20° et 20° *bis* de l'article 27 ci-dessus ne peuvent excéder, respectivement, par émetteur, 5%, 5%, 2,5%, 2,5%, 5%, 2,5%, 10%, 10% et 1% de l'ensemble de l'actif représentatif des provisions techniques ;

« – les valeurs visées aux 7° et 8° de l'article 27 ci-dessus ne peuvent excéder, pour chaque élément, 10% du montant de l'ensemble de l'actif représentatif des provisions techniques ;

« – les valeurs visées au 10° de l'article 27 ci-dessus ne peuvent excéder, pour chaque élément, 2,5% du montant de l'ensemble de l'actif représentatif des provisions techniques ;

« – le montant des avances sur chaque contrat visées au 6° de l'article 27 ci-dessus ne peut excéder 80% de sa provision mathématique.

« Article 48. – Les entreprises d'assurances doivent, en ce qui concerne les opérations directes réalisées au Maroc autres que celles visées aux 5°) et 23°) de l'article premier ci-dessus, déposer ou inscrire en compte, selon les trois affectations

« assurances vie et capitalisation », « assurances non-vie » et « gestion spéciale des rentes accidents du travail », à Bank Al-Maghrib, à la Caisse de dépôt et de gestion ou dans une banque habilitée à cet effet, des valeurs ou espèces représentant le montant des provisions techniques arrêté au 31 décembre et au 30 juin. Toutefois, la provision pour risque d'exigibilité est recalculée au jour du dépôt, d'après les conditions définies à l'article 22 ci-dessus.

« A cet effet, les entreprises d'assurances ne peuvent détenir auprès d'un même dépositaire qu'un compte espèces et un compte valeurs par nature d'affectation précitée.

« Au cas où une banque n'est plus habilitée par le ministre chargé des finances à recevoir le dépôt ou l'inscription en compte des valeurs ou espèces précitées, le transfert des valeurs ou espèces déposées ou inscrites en compte est opéré, sans frais pour les entreprises d'assurances et de réassurance, à une autre banque habilitée, à Bank Al-Maghrib ou à la Caisse de dépôt et de gestion.

« Article 83 (deuxième alinéa). – Pour chacun des cinq premiers exercices d'activité de l'entreprise pour une catégorie d'assurances, le plein de conservation de l'entreprise d'assurances pour la catégorie ayant pour objet la couverture des garanties limitées, ne doit pas être inférieur ni au tiers du maximum d'engagement de l'un des réassureurs, ni au dixième des engagements cédés à ses réassureurs sur les mêmes risques.

« Article 86. – Le placement d'un traité de réassurance doit être effectué auprès de trois réassureurs, au moins, sans que la part de chacun d'eux puisse excéder un taux de 50% de l'engagement total des réassureurs. Ce plafond s'applique également à l'ensemble des réassureurs ayant une participation directe ou indirecte dans l'entreprise cédante. Toutefois, dans des cas particuliers d'offre restreinte justifiée de capacité de réassurance ou d'aliment faible, ce placement peut être opéré.

« Article 88. – En cas de cession en réassurance facultative, l'entreprise cédante est tenue de communiquer, sans délai, au ministre chargé des finances la note de couverture y afférente dûment signée par le ou les réassureurs et le bordereau de cession, conformément au modèle annexé à l'original du présent arrêté. »

ART. 5. – Les dispositions de l'article 75 de l'arrêté n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) précité sont abrogées.

ART. 6. – Les modèles d'attestations (annexes 3 et 4) joints à l'arrêté n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) précité sont abrogés et remplacés par les modèles joints au présent arrêté.

ART. 7. – Les états modèles D04, D05, D08, D19, D21, D23, D26 et D27 annexés à l'original de l'arrêté n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) précité sont abrogés et remplacés par les états modèles D04, D05, D08, D19, D21, D23, D26 et D27 annexés à l'original du présent arrêté.

Ces états modèles sont complétés par les annexes 6 *bis* et 44 *bis*, telles qu'annexées à l'original du présent arrêté.

ART. 8. – Les immobilisations incorporelles visées à l'article 52 de l'arrêté n° 1548-05 du 6 ramadan 1426 (10 octobre 2005) précité, peuvent être déduites des éléments constitutifs de la marge de solvabilité sur une période maximale de trois ans à raison du tiers au moins, par exercice comptable à compter de l'exercice de la publication du présent arrêté.

ART. 9. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 9 *hija* 1429 (8 décembre 2008).

SALAHEDDINE MEZOUAR.

*

* *

Annexe 3

الملحق 3

شهادة (السندات) ¹ Attestation (Titres)

نشهد نحن الموقعون أسفله ²
 أننا نمسك على سبيل الإيداع بتاريخ
 لحساب ³
 كتمثيل للاحتياطيات التقفية ⁴
 وفقاً للمادة 238 من القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات
 للمواد 48 و 49 و 50 من قرار وزير المالية والخصوصية رقم 1548.05
 الصادر في 6 رمضان 1426 (10 أكتوبر 2005)
 المتعلقة بمقاولات التأمين وإعادة التأمين، القيم المبينة بعده :

رقم الحساب :
 N° du compte :

عدد السندات Nombre de titres	طبيعة القيم Nature des valeurs	السعر في ⁵ Cours au. ⁵	المبلغ Montant
A- valeurs cotées			أ- قيم مسعرة
-			-
-			-
Total A			مجموع أ
B -actions ou parts des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM)			ب- أسهم أو حصص الهيئات المكلفة بالتوظيف الجماعي للقيم المنقولة (OPCVM)
-			-
-			-
Total B			مجموع ب
C- valeurs non cotées			ج- قيم غير مسعرة
-			-
-			-
Total C			مجموع ج
Total général			المجموع العام

لا يمكن سحب هذه القيم إلا بعد موافقة مسبقة من الوزير المكلف بالمالية.

Ces valeurs ne peuvent faire l'objet d'un retrait qu'après accord préalable du ministre chargé des finances.

وحرر ب..... في
 Fait àle

الإمضاء ⁶ Signature

1- Etablie sur papier à entête de l'établissement dépositaire

2- Raison sociale et adresse de l'établissement dépositaire

3- Dénomination de l'entreprise d'assurances et de réassurance déposante

4- Indiquer l'affectation correspondante : Vie et capitalisation ou Gestion spéciale des rentes "accidents du travail" ou Assurances non vie

5- Cours de bourse des valeurs cotées ou prix du rachat pour les parts ou actions des OPCVM au 1^{er} jour du mois du dépôt.

6- Prénoms, noms, et qualités des signataires

1 تحرر في ورق معنون خاص بالمؤسسة المودع لديها

2 الاسم التجاري وعنوان المؤسسة المودع لديها

3 تسمية مقاولات التأمين وإعادة التأمين المودعة

4 تبين فئة الرصد : التأمين على الحياة والرسالة أو التدبير الخاص بإيرادات حوادث الشغل أو التأمين غير تأمين الحياة

5 سعر البورصة للقيم المسعرة أو سعر الاسترداد بالنسبة لحصص أو أسهم الهيئات المكلفة بالتوظيف الجماعي للقيم المنقولة (OPCVM) في أول يوم من شهر الإيداع .

6 الأسماء الشخصية والعائلية للموقعين وصفاتهم

Annexe 4

الملحق 4

Attestation¹ شهادة¹
(Espèces) (النقود)

Nous soussignés²

نشهد نحن الموقعون أسفله²

certifions détenir en dépôt pour le
compte de³

أننا نمسك على سبيل الإيداع لحساب³

en représentation des provisions
techniques⁴

كتمثيل للاحتياطيات التقنية⁴

conformément à l'article 238 de la loi n° 17-99
portant code des assurances et aux articles 48,
49 et 50 de l'arrêté du ministre des finances et de
la privatisation n° 1548-05 du 6 ramadan 1426
(10 octobre 2005)

وفقا للمادة 238 من القانون رقم 17.99 المتعلق بمدونة التأمينات
وللمواد 48 و 49 و 50 من قرار وزير المالية والخصوصية
رقم 1548.05 الصادر في 6 رمضان 1426 (10 أكتوبر 2005)

relatif aux entreprises d'assurances et de réassurance, la
somme de⁵

المتعلق بمقاولات التأمين وإعادة التأمين، مبلغ⁵

représentant le solde créditeur du
compte n°

كرصيد دائن في الحساب رقم:

à la date du⁶

بتاريخ⁶

لا يمكن سحب المبلغ المذكور إلا بعد موافقة مسبقة من الوزير المكلف بالمالية.

Cette somme ne peut faire l'objet d'un retrait qu'après accord préalable du ministre chargé des finances.

Fait àle

وحرر ب..... في

Signature⁷ الإمضاء⁷

1- Etablie sur papier à entête de l'établissement dépositaire

1- تحرر في ورق معنون خاص بالمؤسسة المودع لديها

2- Raison sociale et adresse de l'établissement dépositaire

2- الاسم التجاري وعنوان المؤسسة المودع لديها

3- Dénomination de l'entreprise d'assurances et de réassurance dépositante

3- تسمية مقاولة التأمين وإعادة التأمين المودعة

4- تبين فئة الرصد: التأمين على الحياة والرسملة أو التمييز الخاص بإيرادات حوادث الشغل أو التأمين غير تأمين الحياة

4- Indiquer l'affectation correspondante : Vie et capitalisation ou Gestion spéciale des rentes "accident du travail", ou Assurances non vie

5- En chiffres et en toutes lettres

5- بالأرقام وبالحروف

6- 31 mai au plus tard ou 31 octobre au plus tard

6- 31 ماي على أبعد تقدير أو 31 أكتوبر على أبعد تقدير

7- Prénoms, noms, et qualités des signataires

7- الأسماء الشخصية والعائلية للموقعين وصفتهم

Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 243-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) portant homologation et rendant d'application obligatoire une norme marocaine.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-70-314 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) fixant la composition et les attributions des organismes chargés de la normalisation industrielle, en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité ;

Vu l'avis favorable du conseil supérieur interministériel de la qualité et de la productivité (C.S.I.Q.P) réuni le 13 novembre 2008,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Est homologuée comme norme marocaine la norme désignée ci-après :

NM 22.6.201 : véhicules routiers – Ensembles de garniture de frein – Spécifications et méthodes d'essais.

ART. 2. – L'application de la norme marocaine visée à l'article premier ci-dessus est rendue obligatoire dès la publication du présent arrêté au « Bulletin officiel ».

ART. 3. – La norme visée à l'article premier ci-dessus, est tenue à la disposition des intéressés au ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies, service de normalisation industrielle marocaine (SNIMA).

ART. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 246-09 du 26 moharrem 1430 (23 janvier 2009) portant homologation de normes marocaines.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-70-314 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) fixant la composition et les attributions des organismes chargés de la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie n° 223-06 du 4 moharrem 1427 (3 février 2006) portant homologation de normes marocaines ;

Vu l'arrêté du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat n° 3038-95 du 5 chaabane 1416 (27 décembre 1995) portant homologation de normes marocaines ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 2133-01 du 28 ramadan 1422 (14 décembre 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie n° 2764-06 du 14 kaada 1427 (6 décembre 2006) portant homologation de normes marocaines ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat n° 872-00 du 1^{er} rabii II 1421 (4 juillet 2000) portant homologation de normes marocaines ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 610-01 du 3 moharrem 1422 (29 mars 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Vu l'avis favorable du conseil supérieur interministériel de la qualité et de la productivité (C.S.I.Q.P) réuni le 18 décembre 2008,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont homologuées comme normes marocaines, les normes annexées au présent arrêté.

ART. 2. – Les normes visées à l'article premier ci-dessus, sont tenues à la disposition des intéressés au ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies, service de normalisation industrielle marocaine (SNIMA).

ART. 3. – Sont abrogés :

– l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie n° 223-06 du 4 moharrem 1427 (3 février 2006) en ce qui concerne ses dispositions relatives aux normes marocaines NM ISO 3960 et NM ISO 663 ;

– l'arrêté du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat n° 3038-95 du 5 chaabane 1416 (27 décembre 1995) en ce qui concerne ses dispositions relatives aux normes marocaines NM 08.5.040, NM 08.5.042 et NM 08.5.043 ;

– l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 2133-01 du 28 ramadan 1422 (14 décembre 2001) en ce qui concerne ses dispositions relatives à la norme marocaine NM ISO 9936 ;

– l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie n° 2764-06 du 14 kaada 1427 (6 décembre 2006) en ce qui concerne ses dispositions relatives à la norme marocaine NM ISO 6883 ;

– l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat n° 872-00 du 1^{er} rabii II 1421 (4 juillet 2000) en ce qui concerne ses dispositions relatives à la norme marocaine NM ISO 13852 ;

– l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 610-01 du 3 moharrem 1422 (29 mars 2001) en ce qui concerne ses dispositions relatives à la norme marocaine NM ISO 11429.

ART. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 26 moharrem 1430 (23 janvier 2009).

AHMED REDA CHAMI.

*

* *

ANNEXE

- NM ISO/TR 21092** : Huiles essentielles – Caractérisation ;
- NM ISO 9235** : Matières premières aromatiques d'origine naturelle - Vocabulaire ;
- NM ISO 3794** : Huiles essentielles (contenant des alcools tertiaires) - Évaluation de la teneur en alcools libres par détermination de l'indice d'ester après acétylation ;
- NM ISO 11021** : Huiles essentielles - Détermination de la teneur en eau - Méthode de Karl Fischer ;
- NM ISO 11023** : Extraits de réglisse (*Glycyrrhiza glabra* L.) - Détermination de la teneur en acide glycyrrhizique - Méthode par chromatographie liquide à haute performance ;
- NM ISO 11024-1** : Huiles essentielles - Directives générales concernant les profils chromatographiques - Partie 1 : Élaboration des profils chromatographiques pour la présentation dans les normes ;
- NM ISO 11024-2** : Huiles essentielles - Directives générales concernant les profils chromatographiques - Partie 2 : Utilisation des profils chromatographiques des échantillons d'huiles essentielles ;
- NM ISO 17494** : Extraits aromatiques et compositions aromatisantes et parfumantes - Détermination de la teneur en éthanol - Méthode par chromatographie en phase gazeuse sur colonne remplie et sur colonne capillaire ;
- NM ISO 3045** : Huile essentielle de bay [*Pimenta racemosa* (Mill.) J.W. Moore] ;
- NM ISO 3054** : Huile essentielle de lavandin Abrial (*Lavandula angustifolia* Miller x *Lavandula latifolia* Medikus), type France ;
- NM ISO 3064** : Huile essentielle de petitgrain, type Paraguay (*Citrus aurantium* L. ssp. *aurantium*, syn. *Citrus aurantium* L. ssp. *amara* var. *pumilia*) ;
- NM ISO 3214** : Huile essentielle de Litsea cubeba (*Litsea cubeba* Pers.) ;
- NM ISO 3215** : Huile essentielle de noix muscade, type Indonésie (*Myristica fragrans* Houtt.) ;
- NM ISO 3216** : Huile essentielle de fruits de coriandre (*Coriandrum sativum* L.) ;
- NM ISO 3218** : Huile essentielle de bois de santal (*Santalum album* L.) ;
- NM ISO 3756** : Huile essentielle de cubèbe ;
- NM ISO 3809** : Huile essentielle de limette (exprimée à froid), type Mexique [*Citrus aurantifolia* (Christm.) Swingle], obtenue par procédés mécaniques ;
- NM ISO 4716** : Huile essentielle de vétiver [*Vetiveria zizanioides* (L.) Nash] ;
- NM ISO 4718** : Huile essentielle de lemongrass [*Cymbopogon flexuosus* (Nees ex Steudel) J.F. Watson] ;
- NM ISO 4719** : Huile essentielle d'aspic [*Lavandula latifolia* (L.f.) Medikus], type Espagne ;
- NM ISO 4729** : Huile essentielle de feuilles de piment type Jamaïque [*Pimenta dioica* (Linnaeus) Merrill] ;
- NM ISO 4730** : Huile essentielle de Melaleuca, type terpinén-4-ol (huile essentielle de "Tea Tree") ;
- NM ISO 8896** : Huile essentielle de carvi (*Carum carvi* Linnaeus) ;
- NM ISO 9909** : Huile essentielle de sauge officinale (*Salvia officinalis* L.) ; (IC 08.1.519)
- NM ISO 10115** : Huile essentielle d'estragon (*Artemisia dracunculoides* L.), type français ;
- NM ISO 10624** : Huile essentielle d'élémi (*Canarium luzonicum* Miq.) ;
- NM ISO 11019** : Huile essentielle des racines de livèche (*Levisticum officinale* Koch) ;
- NM ISO 11043** : Huile essentielle de basilic, type méthylchavicol (*Ocimum basilicum* L.) ;
- NM ISO 17382** : Huile essentielle de fleurs de magnolia, type Chine (*Michelia x alba* DC) ;

- NM ISO 17412** : Huile essentielle de fenouil amer (*Foeniculum vulgare* Mill. ssp. *vulgare* var. *vulgare*) ;
- NM ISO 18054** : Huile essentielle de rhizomes d'iris (*Iris pallida* Lam. ou *Iris germanica* L.) - Détermination de la teneur en irones - Méthode par chromatographie en phase gazeuse sur colonne capillaire ;
- NM ISO 19332** : Huile essentielle de camomille bleue [*Chamomilla recutita* (L.) Rauschert syn. *Matricaria chamomilla* auct.] ;
- NM ISO 21093** : Huile essentielle de pin de montagne (*Pinus mugo* Turra) ;
- NM ISO 11025** : Huile essentielle de cannelle, type Chine - Détermination de la teneur en trans -cinnamaldéhyde - Méthode par chromatographie en phase gazeuse sur colonne capillaire ;
- NM ISO 14714** : Huiles essentielles et extraits aromatiques - Détermination de la teneur en benzène résiduel ;
- NM ISO 3216** : Huile essentielle de cannelle, type Chine (*Cinnamomum aromaticum* Nees, syn. *Cinnamomum cassia* Nees ex Blume) ;
- NM ISO 3475** : Huile essentielle d'anis vert (*Pimpinella anisum* L.) ;
- NM ISO 3517** : Huile essentielle de néroli bigaradier (Huile essentielle de fleurs d'oranger bigaradier) (*Citrus aurantium* L. spp. *aurantium*, syn. *Citrus aurantium* L. spp. *amara* var. *pumilia*) ;
- NM ISO 3519** : Huile essentielle de limette distillée, type Mexique [*Citrus aurantifolia* (Christm.) Swingle] ;
- NM ISO 3523** : Huile essentielle de cananga (*Cananga odorata* (Lam.) Hook. f. et Thomson, forma *macrophylla*) ;
- NM ISO 3526** : Huile essentielle de sauge d'Espagne (*Salvia lavandulifolia* Vahl) ;
- NM ISO 3527** : Huile essentielle de fruits de persil (*Petroselinum sativum* Hoffm.) ;
- NM ISO 3757** : Huile essentielle de patchouli [*Pogostemon cablin* (Blanco) Benth.] ;
- NM ISO 3760** : Huile essentielle de graines de céleri (*Apium graveolens* L.) ;
- NM ISO 3761** : Huile essentielle de bois de rose, type Brésil [*Aniba rosaeodora* Ducke ou *Aniba parviflora* (Meisn.) Mez.] ;
- NM ISO 3848** : Huile essentielle de citronnelle, type Java ;
- NM ISO 3849** : Huile essentielle de citronnelle, type Sri Lanka [*Cymbopogon nardus* (L.) W. Watson var. *lenabatu* Stapf.] ;
- NM ISO 4724** : Huile essentielle de bois de cèdre, type Virginie (*Juniperus virginiana* L.) ;
- NM ISO 4725** : Huile essentielle de bois de cèdre, Texas (*Juniperus mexicana* Schiede) ;
- NM ISO 4727** : Huile essentielle de palmarosa (*Cymbopogon martinii* (Roxburgh) W. Watson var. *motia*) ;
- NM ISO 4728** : Huile essentielle de marjolaine sauvage d'Espagne (*Thymus mastichina* L.) ;
- NM ISO 4731** : Huile essentielle de géranium (*Pelargonium* X spp.) ; (IC 08.1.509)
- NM ISO 4733** : Huile essentielle de cardamome [*Elettaria cardamomum* (L.) Maton] ;
- NM ISO 8897** : Huile essentielle de baies de genévrier (*Juniperus communis* Linnaeus) ;
- NM ISO 8901** : Huile essentielle de petitgrain bigaradier cultivé (*Citrus aurantium* L.) ;
- NM ISO 9301** : Huile essentielle de cumin (*Cuminum cyminum* L.) ;
- NM ISO 9841** : Huile essentielle d'hysopé (*Hyssopus officinalis* L. ssp. *officinalis*) ;
- NM ISO 9842** : Huile essentielle de rose (*Rosa* x *damascena* Miller) ;
- NM ISO 9843** : Huile essentielle de bois de cèdre, type Chine (*Cupressus funebris* Endlicher) ;
- NM ISO 9844** : Huile essentielle d'orange amère (*Citrus aurantium* L.) ;
- NM ISO 11016** : Huile essentielle de badiane, type Chine (*Illicium verum* Hook. f.) ;
- NM ISO 11020** : Huile essentielle de térébenthine, type ibérique (*Pinus pinaster* Sol.) ;
- NM ISO 14715** : Huile essentielle de thym à thymol, type Espagne [*Thymus zygis* (Loefl.) L.] ;

- NM ISO 14716** : Huile essentielle de galbanum (*Ferula galbaniflua* Boiss. et Buhse) ;
- NM ISO 21389** : Huile essentielle de térébenthine, type Chine (principalement de la gomme de *Pinus massoniana* Lamb.) ;
- NM ISO 21390** : Huile essentielle de gaultherie, Chine [*Gaultheria yunnanensis* (Franch.) Rehd.], bidistillée ;
- NM ISO 676** : Épices - Nomenclature botanique ;
- NM 08.1.005** : Code d'usage en matière d'hygiène pour les épices et plantes aromatiques séchées ;
- NM 08.1.020** : Épices et aromates - Dénombrement des levures et des moisissures ;
- NM 08.1.021** : Légumes déshydratés - Ail déshydraté - Détermination des composés sulfurés organiques volatils ;
- NM ISO 7543-1** : Piments et leurs oléorésines - Détermination de la teneur en capsaïcinoïdes totaux – Partie 1 : Méthode par spectrométrie ;
- NM ISO 7543-2** : Piments et leurs oléorésines - Détermination de la teneur en capsaïcinoïdes totaux – Partie 2 : Méthode par chromatographie en phase liquide à haute performance ;
- NM ISO 11027** : Poivres, oléorésines de poivres - Détermination de la teneur en pipérine - Méthode par chromatographie en phase liquide à haute performance ;
- NM ISO 13685** : Gingembre et oléorésines de gingembre - Dosage des principaux composés piquants (gingérols et shogaols) - Méthode par chromatographie en phase liquide à haute performance ;
- NM ISO 1237** : Graines de moutarde - Spécifications ;
- NM ISO 2256** : Menthe verte ou menthe douce (*Mentha spicata* Linnaeus syn. *Mentha viridis* Linnaeus) séchée - Spécifications ;
- NM ISO 5563** : Menthe poivrée (*Mentha piperita* Linnaeus) séchée – Spécifications ;
- NM ISO 6574** : Graines de céleri (*Apium graveolens* Linnaeus) – Spécifications ;
- NM ISO 7927-1** : Graines de fenouil, entières ou en poudre - Partie 1 : Graines de fenouil amer (*Foeniculum vulgare* P. Miller var. *vulgare*) – Spécifications ;
- NM ISO 7928-1** : Sarriette - Spécifications – Partie 1 : Sarriette des montagnes (*Satureja montana* Linnaeus) ;
- NM ISO 7928-2** : Sarriette -- Spécifications – Partie 2 : Sarriette des jardins (*Satureja hortensis* Linnaeus) ;
- NM ISO 10620** : Marjolaine séchée (*Origanum majorana* L.) – Spécifications ;
- NM ISO 11165** : Sauge officinale séchée (*Salvia officinalis* L.) – Spécifications ;
- NM ISO 11178** : Badiane (Anis étoilé) (*Illicium verum* Hook. f.) – Spécifications ;
- NM 08.1.080** : Baies de Genièvre (*Juniperus communis* L.) – Spécifications ;
- NM ISO 5559** : Oignon déshydraté (*Allium cepa* Linnaeus) – Spécifications ;
- NM ISO 10621** : Poivre vert déshydraté (*Piper nigrum* L.) – Spécifications ;
- NM ISO 11162** : Poivre vert (*Piper nigrum* L.) en saumure - Spécifications et méthodes d'essai ;
- NM ISO 3960** : Corps gras d'origines animale et végétale - Détermination de l'indice de peroxyde - Détermination avec point d'arrêt iodométrique ;
- NM ISO 663** : Corps gras d'origines animale et végétale - Détermination de la teneur en impuretés insolubles ;
- NM ISO 542** : Graines oléagineuses – Échantillonnage ;
- NM ISO 665** : Graines oléagineuses - Détermination de la teneur en eau et en matières volatiles ;
- NM ISO 658** : Graines oléagineuses - Détermination de la teneur en impuretés ;
- NM ISO 5507** : Graines oléagineuses, corps gras d'origine végétale - Nomenclature ;
- NM ISO 10565** : Graines oléagineuses - Détermination simultanée de la teneur en huile et en eau - Méthode par spectrométrie par résonance magnétique nucléaire pulsée ;

-
- NM ISO 9936** : Corps gras d'origines animale et végétale - Détermination des teneurs en tocophérols et en tocotriénols par chromatographie en phase liquide à haute performance ;
- NM ISO 6883** : Corps gras d'origines animale et végétale - Détermination de la masse volumique conventionnelle (poids du litre dans l'air) ;
- NM ISO 15753** : Corps gras d'origines animale et végétale - Détermination des hydrocarbures aromatiques polycycliques ;
- NM 08.5.264** : Corps gras d'origines animale et végétale - Dosage de faibles quantités d'hexane technique résiduel ;
- NM 08.5.265** : Corps gras d'origines animale et végétale - Détermination de la composition de la fraction stérolique - Méthode par chromatographie en phase gazeuse avec isolement des stérols totaux par CLHP ;
- NM 08.5.266** : Aliments gras - Dosage des pesticides et des polychlorobiphényles (PCB) - Généralités ;
- NM 08.5.267** : Aliments gras - Dosage des pesticides et des polychlorobiphényles (PCB) -Extraction de la matière grasse, des pesticides et des PCB, et détermination de la teneur en matière grasse ;
- NM 08.5.268** : Aliments gras - Dosage des pesticides et des polychlorobiphényles (PCB) - Méthode de purification ;
- NM 08.5.269** : Aliments gras - Dosage des pesticides et des polychlorobiphényles (PCB) - Détermination, essais de confirmation, divers ;
- NM 21.7.006** : Sécurité des machines - Distances de sécurité pour empêcher l'atteinte des zones dangereuses par les membres supérieurs ;
- NM 21.7.012** : Sécurité des machines - Système de signaux auditifs et visuels de danger et d'information ;
- NM 21.7.049** : Vibrations mécaniques - Essai des machines mobiles dans le but de déterminer l'intensité vibratoire transmise à l'ensemble du corps - Généralités ;
- NM 21.7.104** : Sécurité des machines - Performance physique humaine - Limites des forces recommandées pour l'utilisation de machines ;
- NM 21.7.112** : Sécurité des machines - Dispositifs de protection sensibles à la pression - Principes généraux de conception et d'essais des bords et barres sensibles à la pression ;
- NM ISO 14122-1** : Sécurité des machines - Moyens d'accès permanents aux machines - Partie 1 : choix d'un moyen d'accès fixe entre deux niveaux ;
- NM ISO 14122-2** : Sécurité des machines - Moyens d'accès permanents aux machines - Partie 2 : plates-formes de travail et passerelles ;
- NM ISO 14122-3** : Sécurité des machines - Moyens d'accès permanents aux machines - Partie 3 : escaliers, échelles à marches et garde-corps ;
- NM ISO 14738** : Sécurité des machines - Prescriptions anthropométriques relatives à la conception des postes de travail sur les machines.
-

TEXTES PARTICULIERS

Arrêté du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement n° 2068-08 du 20 kaada 1429 (19 novembre 2008) modifiant l'arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 1919-06 du 15 jourmada II 1427 (11 juillet 2006) accordant le permis de recherche des hydrocarbures dit « Ras Juby » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « Genting Oil Morocco Limited ».

LA MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu l'arrêté du ministre de l'énergie et des mines n° 1919-06 du 15 jourmada II 1427 (11 juillet 2006) accordant le permis de recherche des hydrocarbures dit « Ras Juby » à l'Office national des hydrocarbures et des mines et à la société « Genting Oil Morocco Limited » ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances n° 2039-08 du 29 chaoual 1429 (29 octobre 2008) approuvant l'avenant n° 1 à l'accord pétrolier « Ras Juby Offshore » conclu le 5 rejev 1429 (9 juillet 2008) entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et la société « Genting Oil Morocco Limited »,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'article 3 de l'arrêté n° 1919-06 du 15 jourmada II 1427 (11 juillet 2006) susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. – Le permis de recherche « Ras Juby » est « délivré pour une période initiale de deux ans et six mois à « compter du 11 juillet 2006. »

ART. 2. – Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 20 kaada 1429 (19 novembre 2008).

AMINA BENKHADRA.

Arrêté conjoint du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances n° 166-09 du 18 moharrem 1430 (15 janvier 2009) approuvant l'avenant n° 3 à l'accord pétrolier « Tanger – Larache Offshore », conclu le 4 kaada 1429 (3 novembre 2008) entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et les sociétés « Repsol Exploracion, s.a », « Dana Petroleum (E&P) Limited » et « Gas Natural Exploracion, S.L ».

LA MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT,

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la loi n° 21-90 relative à la recherche et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, promulguée par le dahir n° 1-91-118 du 27 ramadan 1412 (1^{er} avril 1992), telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 27-99 promulguée par le dahir n° 1-99-340 du 9 kaada 1420 (15 février 2000), notamment ses articles 4 et 34 ;

Vu la loi n° 33-01 portant création de l'Office national des hydrocarbures et des mines promulguée par le dahir n° 1-03-203 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) ;

Vu le décret n° 2-93-786 du 18 jourmada I 1414 (3 novembre 1993) pris pour l'application de la loi n° 21-90 susvisée, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-99-210 du 9 hija 1420 (16 mars 2000), notamment son article 60 ;

Vu le décret n° 2-04-372 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004) pris pour l'application de la loi précitée n° 33-01 ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des finances et de la privatisation n° 2119-03 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) approuvant l'accord pétrolier conclu le 29 rejev 1424 (26 septembre 2003) entre l'Office national de recherches et d'exploitation pétrolières représentant le Royaume du Maroc et la société « Repsol Exploracion, s.a », pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures dans la zone d'intérêt dite « Tanger-Larache Offshore » ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des finances et de la privatisation n° 1246-07 du 2 rabii I 1427 (1^{er} avril 2006) approuvant l'avenant n° 1 à l'accord pétrolier susvisé, conclu le 26 safar 1427 (27 mars 2006) entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et les sociétés « Repsol Exploracion, s.a » et « Dana Petroleum (E&P) Limited », par lequel la société « Repsol Exploracion, s.a », cède 15% de sa part d'intérêt dans les permis de recherche dénommés « Tanger-Larache de 1 à 3 » au profit de la société « Dana Petroleum (E&P) Limited » ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement et du ministre de l'économie et des finances n° 2361-07 du 5 kaada 1428 (16 novembre 2007) approuvant l'avenant n° 2 à l'accord pétrolier susvisé, conclu le 18 chaoual 1427 (10 novembre 2006) entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et les sociétés « Repsol Exploracion, s.a » et « Dana Petroleum (E&P) Limited », pour une prorogation de six mois de la durée de validité de la période initiale ;

Vu l'avenant n° 3 audit accord pétrolier, conclu le 4 kaada 1429 (3 novembre 2008) entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et les sociétés « Repsol Exploracion, s.a », « Dana Petroleum (E&P) Limited » et « Gas Natural Exploracion, S.L », par lequel la société « Repsol Exploracion, s.a » cède 24% de sa part d'intérêt dans les permis de recherche dénommés « Tanger-Larache de 1 à 3 » au profit de la société « Gas Natural Exploracion, S.L »,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent arrêté, l'avenant n° 3 à l'accord pétrolier « Tanger-Larache Offshore », conclu le 4 kaada 1429 (3 novembre 2008) entre l'Office national des hydrocarbures et des mines et les sociétés « Repsol Exploracion, s.a », « Dana Petroleum (E&P) Limited » et « Gas Natural Exploracion, S.L ».

ART. 2. – Le présent arrêté conjoint sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 18 moharrem 1430 (15 janvier 2009).

La ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, Le ministre de l'économie et des finances,

AMINA BENKHADRA.

SALAHEDDINE MEZOUAR.

Arrêté du ministre de l'intérieur n° 303-09 du 8 safar 1430 (4 février 2009) approuvant les délibérations du conseil de la commune de Sidi Ifni confiant à l'Office national de l'eau potable (ONEP) la gestion du service d'assainissement liquide et adoptant la convention de la gestion déléguée du service public d'assainissement liquide et du cahier des charges correspondant.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la loi n° 78-00 portant charte communale, promulguée par le dahir n° 1-02-297 du 25 rejev 1423 (3 octobre 2002), telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 01-03 promulguée par le dahir n° 1-03-82 du 20 moharrem 1424 (24 mars 2003) ;

Vu le dahir portant loi n° 1-76-584 du 5 chaoual 1396 (30 septembre 1976) relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et leurs groupements, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu la loi n° 46-06 relative à la fiscalité des collectivités locales, promulguée par le dahir n° 1-07-195 du 19 safar 1428 (30 novembre 2007) ;

Vu le dahir n° 1-72-203 du 18 safar 1392 (3 avril 1972) relatif à l'Office national de l'eau potable, tel qu'il a été modifié par la loi n° 31-00 promulguée par le dahir n° 1-00-266 du 2 jourmada II 1421 (1^{er} septembre 2000), notamment son article 2 ;

Vu les délibérations du conseil de la commune de Sidi Ifni en date du 15 chaabane 1425 (30 septembre 2004) et en date du 29 rabii I 1429 (29 octobre 2008) relatives respectivement au transfert de la gestion du service d'assainissement liquide à l'Office national de l'eau potable (ONEP) et à l'adoption de la convention de gestion déléguée du service public d'assainissement liquide chargeant l'Office national de l'eau potable de la gestion du service d'assainissement liquide et du cahier des charges correspondant,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont approuvées, telles qu'elles sont annexées à l'original du présent arrêté, les délibérations du conseil de la commune de Sidi Ifni, confiant à l'Office national de l'eau potable (ONEP) la gestion du service d'assainissement liquide et adoptant la convention de gestion déléguée du service public d'assainissement liquide et du cahier des charges correspondant.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 8 safar 1430 (4 février 2009).

CHAKIB BENMOUSSA.

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 178-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la section circulation Safi de l'ONCF.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 jourmada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué à la section circulation Safi de l'ONCF, pour l'activité de transport ferroviaire (circulation des trains), exercée sur le site : route Sidi Ouassel, gare de Safi – Safi.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*
Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 179-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au district 312 de l'ONCF Meknès.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 jourmada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 jourmada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué au district 312 de l'ONCF Meknès, pour l'activité de maintenance des installations ferroviaires de signalisation et de télécommunication, exercée sur le site : avenue de la gare, gare de l'ONCF, ville nouvelle, Meknès.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*
Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 180-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines au district 315 V Fès de l'ONCF.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 joumada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué au district 315 V Fès de l'ONCF, pour son activité de maintenance des infrastructures ferroviaires : voie, exercée sur le site : place Roi Fayçal, gare ONCF, Fès.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).*

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 181-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à l'arrondissement circulation Casablanca de l'ONCF.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 joumada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué à l'arrondissement circulation Casablanca de l'ONCF, pour l'activité de transport ferroviaire (circulation des trains), exercée sur les sites suivants :

- 231, boulevard Bahmad, Casablanca ;
- gares circulation situées sur l'axe Ennouasseur – Sidi Slimane.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).*

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 182-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Chaabi LLD ».

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 joumada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué à la société « Chaabi LLD » pour l'activité de location longue durée des véhicules, exercée sur le site : 2, rue de Chella (ex. Avignon), boulevard Zerktouni, Casablanca.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).*

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 183-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la section circulation Fès de l'ONCF.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 joumada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué à la section circulation Fès de l'ONCF pour son activité de transport ferroviaire (circulation des trains), exercée sur le site : place Roi Fayçal, gare ONCF, Fès.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*
Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 184-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Tanger Med Port Authority ».

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 joumada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué à la société « Tanger Med Port Authority » pour l'activité d'accueil des navires, exercée sur le site : Port Tanger Med.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*

Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 185-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Typo Edit ».

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 joumada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué à la société « Typo Edit » pour l'activité d'impression numérique & de reprographie, exercée sur les sites suivants :

- 4, rue Baht, Agdal, Rabat ;
- 14, rue Al Joullanar, magasin n° 1, secteur 7, lot n° 02-14, Hay Riad – Rabat.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*
Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 186-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Tractafic Equipement Maroc ».

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 joumada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué à la société « Tractafic Equipement Maroc » pour les activités suivantes :

- commercialisation du matériel lourd, mines, TP et carrières ;
- location du matériel lourd et vente du matériel d'occasion ;
- commercialisation et location du matériel de manutention ;
- commercialisation des pièces de rechanges ;
- commercialisation et location des groupes électrogènes ;
- service après vente (préparation et réparation et entretien du matériel lourd TP, mines, carrières, manutention et groupes électrogènes), exercées sur les sites suivants :
- siège : route desserte des usines, autoroute Casablanca – Rabat (km 11,6) – 20250 – Casablanca – Ain Sebaâ – Maroc ;
- agences : Meknès, Tanger, Agadir (TP et port) et Oujda.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

Décision du ministre de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies n° 187-09 du 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009) attribuant le certificat de conformité aux normes marocaines à la société « Sonakal ».

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-93-530 du 3 rabii II 1414 (20 septembre 1993) pris pour l'application du dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) précité ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1559-01 du 27 joumada I 1422 (17 août 2001) portant homologation de normes marocaines ;

Après avis de la commission de certification plurisectorielle, issue du comité des systèmes de management,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Le certificat de conformité à la norme marocaine NM ISO 9001 est attribué à la société « Sonakal » pour les activités suivantes :

- contrôle physico-chimique du textile, habillement, cuir, plastique ;
- examen de confection ;
- conception des notices techniques ;
- conseil technique, exercées sur le site : 18, rue Omaima Saih, Espace Maryamo, bureau n° 2, quartier Racine, Casablanca.

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* Rabat, le 25 moharrem 1430 (22 janvier 2009).

AHMED REDA CHAMI.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5717 du 18 rabii I 1430 (16 mars 2009).

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS AUX IMPORTATEURS ET AUX EXPORTATEURS**- MODIFICATION DE LA LISTE DES TRANSITAIRES AGREES EN DOUANE****1- Nouvelles Attributions d'Agréments:**

N°/ D'AGREMENT	NOM DU BENEFICIAIRE	ADRESSE	N° ET DATE DE DECISION
1332	Mme Saida BENBOUHOU	EL OUAHDA 4, N° 291, HAY MOHAMMADI MARRAKECH	5000/212 du 07/04/2008
1333	Mr. Tarik AL AHRACH	N° 22, RUE NEW YORK, RESIDENCE MIMOUSA 2 TANGER	5001/212 du 04/04/2008
1334	Mr. SOUFIANE EL YOSSRI	11, RUE TARABLOUS, N° 1 MERS SULTAN CASABLANCA	5002/212 du 07/04/2008
1336	Mr. ABDELMAJID FHAILI	HAY OULFA, RUE 175, N° 21, GROUPE "I" CASABLANCA	5004/212 du 07/04/2008
1337	Mr. ANWAR TAZI CHIBI	LOTISSEMENT FLORIDA, N° 58, SIDI MAAROUF CASABLANCA	5005/212 du 07/04/2008
1338	Mr. ALLAL HADDAOUI	HAY RIAD, AVENUE DOLB, SECTEUR 13, BLOC B, N° 16 RABAT	5006/212 du 07/04/2008
1339	Melle. LOUJAIN HAILY "SUN TRANS"	78, BD DE LA RESISTANCE, RESIDENCE MARZOUKI, 3 ^{ème} ETAGE, APPARTEMENT N° 40 CASABLANCA	5007/212 du 07/04/2008
1340	Sté MLOGISTICA représentée par sa personne habile Mr. HASSAN HARIR	310, ANGLE BD DE LA LIBERTE ET RUE HAJ OMAR RIFI, 3 ^{ème} ETAGE, APPARTEMENT N° 31 CASABLANCA	5008/212 du 07/04/2008
1341	Sté PRO-POLES SERVICES représentée par sa personne habile Mr. TAOUFIK KHENFRI	ESCALIER E, N° B 10, 2 ^{ème} ETAGE, RESIDENCE SAFIR BEN AICHA, AVENUE AMBASSADEUR BEN AICHA CASABLANCA	5009/212 du 07/04/2008
1343	Mr. FOUAD BENABDERRAZIK	76, AVENUE KHOURIBGA, APPARTEMENT N° 14 CASABLANCA	5011/212 du 07/04/2008

1344	Mr. MOHAMMED MOUATI	COMPLEXE HASSANI GONDOLE 4, N° 73 TANGER	5012/212 du 07/04/2008
1345	Sté LYDIA TRANS représentée par sa personne habile Mr. HASSAN SEBBAR	BD BNOU MAJID AL BAHAR, IMMEUBLE AL JADIDA, 2ème ETAGE, N° 22 CASABLANCA	5015/212 du 07/04/2008
1346	Sté H L S TRANSIT CONSEIL représentée par sa personne habile Mme. NAIMA SKALI	ESPACE PACQUET, PLACE NICOLAS PACQUET ET AVENUE MOHAMED V, 3ème ETAGE, BUREAU 304 CASABLANCA	5016/212 du 07/04/2008
1347	Sté HAMZA TRANSIT représentée par sa personne habile Mr JAAFAR EL QUESSAR	99, BD MOHAMED V, 2 ^{ème} ETAGE, N° 6 TANGER	5019/212 du 07/04/2008
1348	Mr ZOUHAIR TANOUTI	RUE 26, N° 10, HAY KALITA, BENI ENSAR NADOR	11982/212 du 02/09/2008
1349	Mr. LARBI EL KASMI	BLOC T6, N° 37, EL KAMRA JANOUBIA, YACoub EL MANSOUR RABAT	11983/212 du 02/09/2008
1350	Sté TRANSILOG représentée par sa personne habile Mr. RACHID EL ABOUBI	AVENUE MOHAMED V, N° 452, 4ème ETAGE CASABLANCA	5020/212 du 07/04/2008
1351	Sté GLOBAL TRADE TRANSIT ET TRANSPORT représentée par sa personne habile Mr. SAID CHERKI	164, BD AMBASSADEUR IBNOU AICHA, 2ème ETAGE, N° 15 ROCHES NOIRES CASABLANCA	5984/212 du 25/04/2008
1352	Sté MEDITRADE NORD AFRIQUE représentée par sa personne habile Mr. MOHAMED EL MESKANI	26, RUE MOHAMED BEN BRAHIM AL MOURRAKOUCHI, 3ème ETAGE, N° 20 CASABLANCA	5021/212 du 07/04/2008
1353	Mr. SAID RAFIQ	RESIDENCE KAWTAR II, IMMEUBLE A, APPT N° 3, 1 ^{er} ETAGE, SIDI MAAROUF CASABLANCA	11984/212 du 02/09/2008
1354	Sté KHESMA TRANS représentée par sa personne habile Mr. ABDELMAJID KHALED	ANGLE BD TAN TAN ET RUE DU LIBAN, RESIDENCE LINA, ENTRE- SOL, N° 19 TANGER	5022/212 du 07/04/2008
1355	Sté MOUNI TRANS représentée par sa personne habile Melle. KHADIJA JAAFARI	17, place pasteur, RESIDENCE PASTEUR, 6ème ETAGE, APPT N° 5 CASABLANCA	10682/212 du 28/07/2008

1356	Sté TRANS MED PROGRESS MAROC représentée par sa personne habile Mr. ABDESSAMAD NABIL	9, RUE ANTAKI, 1 ^{er} ETAGE, N° 9 BIS TANGER	9733/212 du 08/07/2008
1357	Sté KACELEX représentée par sa personne habile Mr. KACEM EL AOUFI	44, RUE KADI AYAD, IMMEUBLE ATTAOUHID N° 7, CASTIA TANGER	11985/212 du 02/09/2008
1358	Sté TRANSIDO représentée par sa personne habile Mr. MOKHTAR SBAI	11, RUE FAIDI KHALIFA, 1 ^{er} ETAGE CASABLANCA	11988/212 du 02/09/2008
1361	Sté EURO-MATRANS représentée par sa personne habile Mme. ZHOR BOUNGAB	BD MOULAY YOUSSEF, RESIDENCE YASSINE II, 1 ^{er} ETAGE, BUREAU N° 13 TANGER	13080/212 du 18/09/2008
1362	Sté ZIEGLER MAROC représentée par sa personne habile Mr. ABDELLAH FOUGHAL	N° 3, RUE KARATCHI CASABLANCA	13082/212 du 18/09/2008
1363	Sté FEDERAL TRANSIT représentée par sa personne habile Mr. MOHAMED TOUMI	220, BD BA HMAD, 3 ^{ème} ETAGE, APPT N° 5, AIN SEBAA CASABLANCA	13083/212 du 18/09/2008
1364	Sté ARHBAL TRANSIT représentée par sa personne habile HASSAN ARHBAL	30, RUE KAMAL MOHAMED, SIDI BELIOUT CASABLANCA	11989/212 du 02/09/2008
1365	Sté TROPHEE TRANSIT représentée par sa personne habile Mr. TIJANI NOURI	195, BD EMILE ZOLA, 4 ^{ème} ETAGE, N° 12 CASABLANCA	11990/212 du 02/09/2008
1366	Sté TRANS EXPRESS BENNANI représentée par sa personne habile Mr. ABDELOUHAB BENNANI	34, RUE DE LILE CASABLANCA	13087/212 du 18/09/2008
1367	Sté FAB TRANSIT représentée par sa personne habile Mr. ABDERRAHMANE ID SALAH	RUE DOURA, N° 2, LOTISSEMENT OUED DAHAB, LES CHALETS, INEZGANE AGADIR	13088/212 du 18/09/2008
1368	Sté NIDAL TRANS représentée par sa personne habile Mr. FARHAT KERROUM	37, RUE PERONE, 6 ^{ème} ETAGE, APPT N° 12 BELVEDERE CASABLANCA	389/212 du 06/01/2009
1369	Sté GEODIS WILSON MAROC représentée par sa personne habile Mr. ABDELAZIZ BOUDFOUST	PARC D'ACTIVITE, OUKACHA II, BD MOULAY SLIMANE, BLOC A, BATIMENTS A2 ET A3 AIN SEBAA CASABLANCA	16668/212 du 04/12/2008

2- Octroi d'Agréments de Personne Habile:

N° D'AGREMENT	NOM DU BENEFICIAIRE	NOM DU TRANSITAIRE	N° ET DATE DE DECISION
0432	Mr MOHAMED NAOUFAL ZERHOUNI	Sté TRIZER	5014/212 du 07/04/2008
597	Mr. MOHAMED SGHIR AMMARI	Sté COMATTIR	5018/212 du 04/04/2008
597	Mr EL BOUHALI EL BALI	Sté COMATTIR	5023/212 du 07/04/2008
765	Mr. MOULAY HICHAM BOUAMRI	Sté AIR SEA MAROC	5013/212 du 07/04/2008
1099	Mr. KAMAL NASSIRI	Sté TRANSCAP	5017/212 du 07/04/2008
0616	Mr. ABDELMAJID HANAFI	Sté SWIFTAIR MAROC SARL	16798/212 du 05/12/2008
708	Mr. YOUNES BENCHEKROUN	Sté ADAM TRANSPORTS RAPIDES "ADATRA"	11987/212 du 02/09/2008
989	Mr. AHMED BADIOUI	Sté MATRANORD	13081/212 du 18/09/2008
1004	Mr. ABDELKBIR OUADRHIRI	Sté TRANSPLUS	11986/212 du 02/09/2008
1320	Mr. ABDELHAK KARIM	Sté MAROC FORWARDING & LOGISTIQUE SOLUTIONS	13089/212 du 18/09/2008
1366	Mr. MAROUANE BENNANI	Sté TRANS EXPRESS BENNANI	16669/212 du 04/12/2008

3-Radiations d'Agréments de Personnes Habiles suite au départ desdites Personnes vers d'autres Sociétés de Transit:

N° D'AGREMENT	NOM DU BENEFICIAIRE	NOM DU TRANSITAIRE	N° ET DATE DE DECISION
0675	Mr MOHAMED EL MESKANI	Sté PERFECT LOGISTIC	5026/212 du 07/04/2008
1266	Mr. ABDELMAJID KHALED	Sté AMSTEL CONSULTING MAROC	5027/212 du 07/04/2008
0320	Mr. ABDELAZIZ BOUDFOUST	Sté LOUJAIN TRANSIT	16670/212 du 04/12/2008
1014	Mr. TIJANI NOURI	Sté FRET EUROPE EXPRESS	11992/212 du 02/09/2008
1052	Mr. MAROUANE BENNANI	Sté UNION TRANSIT EXPRESS	13097/212 du 04/12/2008
1282	Mr. HASSAN ARHBAL	Sté GROUPAMAR	11991/212 du 02/09/2008

1328	Mr. ABDELHAK KARIM	Sté TRANS LA FRATERNITE	13093/212 du 18/09/2008
1330	Mr. AHMED BADIOUI	Sté BADIOUI CONSEIL ET TRANSIT	13084/212 du 18/09/2008

4-Radiation d'Agréments de Personnes Physiques suite à leur transformation en Agréments de Personnes Morales:

N° D'AGREMENT	NOM DU TRANSITAIRE	ADRESSE	N° ET DATE DE DECISION
0325	Mr. RACHID EL ABBOUBI	BD MOHAMED V, N° 452, 4ème ETAGE, CASABLANCA	5024/212 du 07/04/2008
0732	Mr. EL BOUHALI EL BALI	CITE DE L'AVIATION, GROUPE G, N° 26, AEROPORT DE CASA-ANFA CASABLANCA	5025/212 du 07/04/2008
1313	Mr. NABIL ABDESSAMAD	HAY TARIK, RUE AL ANDALIB, N° 92 FES	9734/212 du 08/06/2008
1314	Mr. SAID CHERKI	31, RUE AL GHADFA, APPT N° 4, MAARIF CASABLANCA	5983/212 du 25/04/2008
1322	Melle KHADIJA JAAFARI	17, place pasteur, RESIDENCE PASTEUR, 6ème ETAGE, APPT N° 5 CASABLANCA	10683/212 du 28/06/2008
633	Mr. ABDELOUHAB BENNANI	34, RUE DE LILLES CASABLANCA	13090/212 du 18/09/2008
865	Mr. MOHAMED TOUMI	39, RUE VOSBY, BELVEDERE CASABLANCA	13098/212 du 18/09/2008
1335	Mr. ABDELLAH FOUGHAL	RUE 90, N° 13, HAY MOULAY ABDELLAH, AIN CHOK CASABLANCA	13085/212 du 18/09/2008
1342	Mme. ZHOR BOUNGAB	BRANES 1, RUE IBN SIRINE, N° 17 TANGER	13086/212 du 18/09/2008

5- Retrait Définitif d'un Agrément de Personne Habile pour cause de Décès:

N° D'AGREMENT	NOM DU BENEFICIAIRE	NOM DU TRANSITAIRE	N° ET DATE DE DECISION
731	Mr. ABDELAZIZ LAHRACH	85, BD DE LA RESISTANCE, 1 ^{ER} ETAGE, APPT N° 12 CASABLANCA	11993/212 du 02/09/2008

6- Retrait d'Agrément de Personne Habile pour Démission ou Abandon:

N° D'AGREMENT	NOM DU BENEFICIAIRE	NOM DU TRANSITAIRE	N° ET DATE DE DECISION
597	Mme MERIEM BELLAOUI	Sté COMATTIR	5028/212 du 07/04/2008
0680	Mr. ABOUJID MOHAMED	Sté FAITRANS	5029/212 du 07/04/2008
708	Mr. NOUREDINE BELARBI	Sté ADAM TRANSPORTS RAPIDES	5030/212 du 07/04/2008
0301	Mr. ABDELMAJID HANAFI	Sté EMS CHRONOPOST INTERNATIONAL MAROC	13094/212 du 18/09/2008
0520	Mr. ABDERRAHMANE ID SALAH	Sté MASSA TRANSIT	13091/212 du 18/09/2008
1174	Mr. MUSTAPHA RIHAN	Sté ARAB TRANSIT	16672/212 du 04/12/2008
295	Mr LEVY BOB SOLOMON	Sté JOSEPH LASRY ET FILS (MAROC)	5033/212 du 07/04/2008

7- Retrait Définitif d'Agréments de Transit pour causes Disciplinaires:

N° D'AGREMENT	NOM DU TRANSITAIRE	ADRESSE	N° ET DATE DE DECISION
0430	BOUZAGGOU TRANSIT	RUE 25, QUARTIER LAARASSI NADOR	8878/212 du 23/06/2008
1323	Sté CA-TA TRANS	61, BD MOHAMED V, 5 ^{ème} ETAGE, APPT N° 1 CASABLANCA	6756/212 du 12/05/2008

8 Retrait Définitif d'Agrément de Transit pour Non Réalisation du Minimum Réglementaire de 50 Déclarations Douanières:

N° D'AGREMENT	NOM DU TRANSITAIRE	ADRESSE	N° ET DATE DE DECISION
1269	Sté TRANSIT MOHAMED HIRI	201, BD IBN TACHFINE, 4 ^{ème} ETAGE, BUREAU N° 21 ROCHRS NOIRES CASABLANCA	16673/212 du 04/12/2008